

**SOMMAIRE**

<b>1</b>	<b>POLITIQUE INTERIEURE</b>	<b>2</b>
1.1	VIE POLITIQUE NATIONALE, SUITES DE LA CRISE DE 2002	2
1.1.1	Parlement : commission d'enquête, levées d'immunité parlementaire	2
1.1.2	Gouvernement, Présidence, « Mouvance présidentielle »	4
1.1.3	Opposition	6
1.1.4	Condamnés de la crise de 2002, exilés, activités politiques diaspora	9
1.1.5	Mise en place des régions, décentralisation	12
1.2	RELATIONS EGLISES-ETAT, EGLISE CATHOLIQUE, ISLAM, SECTES	12
1.3	LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, BONNE GOUVERNANCE, FIABILISATION DES ELECTIONS	15
1.3.1	Activités du BIANCO et du CSLCC	15
1.3.2	Bonne gouvernance	16
1.3.3	Fiabilisation des élections, CNOE, HCC	17
1.3.4	Problèmes fonciers, squatters	18
<b>2</b>	<b>ONU, DIPLOMATIE, COOPERATION FRANCO-MALGACHE</b>	<b>19</b>
<b>3</b>	<b>TRAITES INTERNATIONAUX, CPI</b>	<b>20</b>
<b>4</b>	<b>DROITS HUMAINS, INDICATEURS DE DEVELOPPEMENT HUMAIN</b>	<b>21</b>
4.1.1	Prisons	23
4.1.2	Insécurité	24
<b>5</b>	<b>EDUCATION</b>	<b>24</b>
<b>6</b>	<b>MEDIAS</b>	<b>24</b>
<b>7</b>	<b>SYNDICALISME</b>	<b>25</b>
<b>8</b>	<b>ECONOMIE</b>	<b>25</b>
8.1	BANQUE MONDIALE, FMI, BAD	25
8.2	CRISE BUDGETAIRE, ANNULATIONS DE CREDITS, « REQUISITIONS »	27
8.3	COOPERATION, BAILLEURS DE FONDS	28
8.4	INVESTISSEMENTS ETRANGERS, COMMERCE EXTERIEUR, TOURISME	28
8.5	ZONES FRANCHES	30
8.6	CRISE DU RIZ	31
8.7	PROBLEMES ENERGETIQUES ET CRISE DE LA JIRAMA	32
8.8	INTEGRATION REGIONALE, COI	32
8.9	DEVELOPPEMENT, SITUATION ECONOMIQUE, CONJONCTURE	33
<b>9</b>	<b>MENACES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA BIODIVERSITE</b>	<b>35</b>
<b>10</b>	<b>SANTE PUBLIQUE</b>	<b>36</b>

# 1 POLITIQUE INTERIEURE

## 1.1 Vie politique nationale, suites de la crise de 2002

### 1.1.1 Parlement : commission d'enquête, levées d'immunité parlementaire

Députés TIM : plus que jamais décidés pour poursuivre leurs investigations sur le fonctionnement de l'assemblée nationale. Les députés TIM, signataires de la motion de destitution du président, sont plus que jamais décidés à faire éclater au grand jour la « vérité », afin de permettre de laver enfin le linge sale de l'Assemblée nationale. Il s'agit d'un « nécessaire nettoyage en profondeur des pratiques latentes de l'assemblée afin de mettre le législatif à l'abri de l'illégalité et des irrégularités auxquelles il a été habitué ». Aussi, l'enquête parlementaire va-t-elle poursuivre son cours jusqu'à son dénouement à la prochaine session extraordinaire. Pendant ce temps, les députés minoritaires se frottent les mains. Que peuvent-ils demander de plus ? De cette enquête dépend la crédibilité de l'Assemblée nationale, en tant qu'institution sur laquelle repose le développement du pays. Elle doit de ce fait servir de modèle sur tous les plans. Et ne pas laisser, à l'instar de leurs prédécesseurs, des dettes de près de 11 milliards Ar. (D'après Midi du 01/09/05)

**Général DESIRE RAMAKAVELO, ancien ministre de la Défense :** "La gabegie qui mine l'Assemblée nationale est une honte pour le pays" (D'après La Gazette du 14/09/05)

**La commission d'enquête parlementaire décidée à poursuivre ses investigations malgré un avis défavorable de la HCC :** réagissant aux informations faisant état d'un avis défavorable de la Haute Cour constitutionnelle (HCC), des députés partisans de la destitution du bureau permanent de l'Assemblée nationale réitèrent leur détermination d'aller jusqu'au bout de leur projet. *Ce deuxième avis de la HCC constitue une nouvelle donne dans l'affaire de destitution du bureau permanent.* La HCC est de nouveau mise à contribution *pour arrêter la procédure de destitution engagée par un collectif de députés "soucieux de rehausser l'image" de l'institution parlementaire.* Dans son avis, la HCC a estimé que la commission d'enquête parlementaire mise sur pied par les signataires de la motion de destitution "n'est pas destinée à connaître des affaires internes de l'Assemblée nationale, mais un moyen de contrôle de l'action gouvernementale". (D'après Les Nouvelles du 02/09/05)

**La récente décision de la Haute cour constitutionnelle (HCC) remet en cause la destitution de JEAN LAHINIRIKO,** président de l'Assemblée nationale. La HCC s'est prononcée avant la rentrée des parlementaires : "La commission d'enquête n'est nullement un moyen de destitution des membres du bureau permanent. C'est un moyen de contrôle de l'action gouvernementale et non pas destiné à divulguer les affaires internes de l'Assemblée nationale". Le député TIM JULIEN RAZANOELISON, membre de la commission d'enquête parlementaire chargée de fournir des preuves tangibles pour la destitution du président a précisé que *cette commission ne peut être dissoute qu'en séance plénière.* La commission d'enquête composée de 21 membres devrait commencer ses travaux à la rentrée parlementaire. (D'après L'Express du 03/09/05)

**La destitution de JEAN LAHINIRIKO de nouveau à l'agenda de la rentrée parlementaire :** la motion visant à destituer le président de l'Assemblée nationale sera de nouveau à l'ordre du jour, les députés signataires *ne cachent pas leur détermination à se défaire de leur président.* Ils affirment vouloir une Assemblée nationale "clean" et réclament la transparence sur la

gestion de cette institution. Toutefois, *certains députés de toutes tendances confondues veulent qu'une solution soit trouvée dans la sérénité* pour mettre fin au plus vite au malaise. Suite à la précision de la HCC qui affirme que la commission d'enquête n'est nullement un moyen de destitution des membres du bureau permanent, mais un moyen de contrôle de l'exécutif, *le groupe parlementaire AVI suggère un comité ad hoc à la place de la commission d'enquête parlementaire.* (D'après L'Express du 07/09/05)

**La question de la destitution du président LAHINIRIKO et des membres du bureau permanent sera remise sur le tapis à la rentrée parlementaire** le 27 septembre. On attend notamment de voir comment va pouvoir se mettre en place la *commission ad hoc proposée par la HCC*, en lieu et place de la commission d'enquête déclarée inconstitutionnelle. (D'après Midi du 21/09/05)

**Le député MARA NIARISY hausse le ton :** «*Si les majoritaires à l'Assemblée nationale sont vraiment patriotes, qu'ils prennent leur responsabilité pour trouver la vérité sur cette histoire des 682 milliards de « réquisitions » budgétaires au lieu de perdre du temps à se casser la tête pour destituer les membres du bureau permanent*». (D'après Tribune du 19/09/05)

**Les “rumeurs” relatives à la levée de l'immunité parlementaire de quelques députés** ne laissent pas indifférents les concernés et leurs pairs. Certains d'entre eux avancent que si cela était confirmé, il ne s'agirait que d'une “*manière de faire chanter les députés*”. D'autant, ajoutent-ils, que “*les infractions pour lesquelles ils sont poursuivis remontent à plusieurs mois, voire des années*”. “*Pourquoi les questions ne sont remises sur le tapis qu'aujourd'hui*”, se demandent-ils. Et quand la plupart des noms qui circulent figurent dans la liste des fameux *signataires de la motion de destitution*, la conclusion et le rapprochement sont vite faits. (D'après Les Nouvelles du 13/09/05)

Rien ne va plus à l'Assemblée nationale, en proie à une *guerre intestine*. Le cercle des députés dont l'immunité parlementaire pourrait être levée, *est en train de s'agrandir*. (D'après La Gazette du 14/09/05)

« **Un seul député fait l'objet d'une demande de levée d'immunité parlementaire** », selon le **gouvernement**. Il a fallu une semaine pour que le gouvernement se décide enfin à préciser que “*seul un député fait l'objet d'une demande de levée d'immunité parlementaire*” et que celle-ci n'émane pas de lui mais du parquet. Le ministère a attendu que le bureau permanent de l'assemblée affirme officiellement qu'une seule demande lui est parvenue avant de donner sa version des faits. Les électeurs et la Justice auront beau réclamer que les députés qui sont pris en flagrant délit ne demeurent pas impunis, *les membres du bureau permanent les protégeront jusqu'au bout par “solidarité”*, selon le vice-président SOALAHY. (D'après Les Nouvelles du 17/09/05)

**JEAN LAHINIRIKO : haro sur un Exécutif défaillant !** Lors de la cérémonie de rentrée parlementaire pour sa 2ème session, le président de l'assemblée nationale n'a pas été tendre envers l'Exécutif, mettant en exergue des défaillances à propos de l'insécurité ambiante, l'inflation galopante (...) et leurs impacts négatifs sur la vie des Malgaches et de la nation entière. “*Les députés seront cette fois-ci stricts quant à l'examen et à l'adoption de loi de Finance 2006* ». Tous les députés tant de l'opposition que du sillage du régime sont actuellement derrière leur président pour combattre la défaillance de l'Exécutif. Cette fois-ci, *les débats sur l'affectation de l'argent des contribuables sera plus approfondie*. Les élus prendront enfin leur responsabilité et on s'achemine vers *un bras de fer entre le pouvoir législatif et l'exécutif*. Certains observateurs ont déjà avancé qu'une *motion de censure* du gouvernement Sylla serait déjà en l'air. C'est l'image du régime RAVALOMANANA qui est désormais totalement terni à quelques mois des présidentielles. (D'après Tribune du 28/09/05)

*LAHINIRIKO a retourné toute l'Assemblée nationale de son côté, alors que fin juillet il était l'objet de vives manifestations d'hostilité de la part des députés. Une motion de destitution avait même été dirigée contre lui, et l'homme en est sorti gravement déstabilisé. L'opération n'est pas éteinte et si les députés continuent leur action, M. LAHINIRIKO pourrait tomber pour de bon. Mais le président de l'Assemblée a déniché **un habile stratagème pour renverser la vapeur** et éloigner de sa personne le spectre de la destitution. (D'après La Gazette du 28/09/05)*

**RAJEMISON RAKOTOMAHARO : "L'avocat d'un avocat"**. Contrairement à la plupart des parlementaires, le président du Sénat s'est levé pour être *l'avocat de JACQUES SYLLA qui est durement critiqué concernant l'affaire des réquisitions*. Il a expliqué que *"si certaines bévues ont été commises, c'est peut-être parce que nous n'avons pas l'habitude de pratiquer un budget programme"*. *"Peut-être aussi qu'ils ont été obligés de recourir à cette mesure exceptionnelle, vu que notre budget est épuisé bien avant le 31 décembre"*, poursuit-il. Et d'ajouter qu' *"il n'y a pas lieu de dramatiser étant donné que, cet argent n'a pas été dilapidé"*. (D'après La Gazette du 29/09/05)

**La proposition de loi sur l'amnistie pourrait être examinée en novembre** : le président de l'Assemblée nationale multiplie les gestes d'apaisement. La conférence de présidents a accepté d'examiner lors de sa prochaine réunion les propositions de loi déposées par les élus. Il s'agit entre autres de *la proposition de loi organique fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée nationale, la proposition de loi d'amnistie, la proposition de loi sur les partis politiques*, et la proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi relative aux *élections territoriales*. (D'après Les Nouvelles du 29/09/05)

### **1.1.2 Gouvernement, Présidence, « Mouvance présidentielle »**

**L'improbable changement de Premier Ministre** : nommé le 27 février 2002, JACQUES SYLLA détient un petit record de longévité à ce poste. C'est pour cela, probablement, que ses détracteurs véhiculent périodiquement des informations sur son éviction. Il a toujours su éviter ces levées de boucliers. Ce sont ses ministres qui en ont fait les frais avec le sentiment de précarité désormais lié à la fonction. *En 3 ans, il a grillé principalement 2 VPM et presque une centaine de ministres*. Plusieurs facteurs empêchent le chef d'Etat de changer de ticket. Son remplacement équivaldrait à la *rupture du deal conclu avec les intérêts français à Madagascar*. A l'heure où il évoque la christianisation du pays, le chef de l'Etat serait mal inspiré de se défaire du *représentant du catholicisme au sommet des institutions*. Si remplacer un PM est facile, trouver son remplaçant serait difficile en raison des nombreux intérêts et équilibres à préserver, notamment *l'équilibre régional*. D'aucuns affirment que le PM serait en possession de *dossiers encombrants* pour la Présidence. Enfin, redevenu simple citoyen, SYLLA ferait un *concurrent redoutable* pour RAVALOMANANA à la présidentielle de 2007. (D'après Midi du 10/09/05)

**L'entourage du PM est à son image : fils de barons du PSD « héritiers de la 1ère République », membres du Lions et/ou du Rotary, catholiques du FFKM et TIM.** MARC RAVALOMANANA a ses *« Tiko boys »* comme JACQUES SYLLA a *« Les héritiers de la 1ère République »*. Si les premiers constituent un cercle informel, les seconds - regroupés en association du même nom - sont légion dans l'entourage du PM qui est lui-même, le fils d'ALBERT SYLLA, ministre des Affaires Etrangères de PHILIBERT TSIRANANA. (D'après Midi du 29/09/05)

**Déséquilibre ethnique flagrant au gouvernement, quasi absence de femmes** : pour beaucoup, l'équilibre ethnique est désuet. Mais quand le déséquilibre est trop flagrant, on n'en parle pas. Or seuls **13 « ethnies » sur les 18 officielles ne sont pas représentées dans**

*l'exécutif*. Les résultats obtenus jusqu'ici par le pouvoir militent en faveur d'une nouvelle *redistribution des cartes*. Les grands absents sont les betsimisaraka, betsileo et les sakalava. L'explication vient probablement du fait que les premiers et les seconds ont été *omniprésents dans le régime précédent*. Aujourd'hui, ils sont punis de leur soutien aux anciens dirigeants. Les sakalava pour leur part ont été depuis longtemps écartés du pouvoir. Cette situation fait que le Nord, l'Ouest, l'Est et le Centre-Sud du pays ne sont pas représentés dans la cartographie gouvernementale. Le gouvernement pêche également par sa *non-représentativité au niveau du genre*. Une seule femme sur 18 ! (D'après Midi du 05/09/05)

**« Timisation » de l'enseignement** : comme au temps de la révolution socialiste durant laquelle le *Serema* avait monopolisé les postes-clés au sein de l'Enseignement, le *TIM-Fanabeazana* a désormais pris le relais, On assiste à une « *timisation* » de l'enseignement. A preuve, la quasi totalité des chefs CISCO (Circonscription Scolaire) sont issus ou sympathisants du TIM. Ce sont eux qui ont piloté la politique du parti dans les quatre coins de l'île. A quelques mois des élections générales, le recrutement au sein des enseignants fait rage. Les intimidations de petits fonctionnaires vont de pair avec cet « *enrôlement* ». (D'après Tribune du 06/09/05)

**Elections présidentielles : un conseiller allemand pour MARC RAVALOMANANA** : le palais d'Etat semble déjà être en pleine effervescence électorale. En effet, une source haut placée révèle que TREYDET KLAUS, l'ancien représentant résident de la FFE (Fondation Friedrich Ebert) serait, depuis quelques semaines, dans le pays et nommé conseiller spécial du président de la République. (D'après La Gazette du 20/09/05)

Le rôle de KLAUS-PETER TREYDET chez nous, apprend-on, est de promouvoir l'image de la Présidence de la République et du gouvernement, et de *réduire le déficit en communication de ces deux instances*. Cet Allemand devrait, entre autres, identifier un porte-parole qui aura en charge la communication en haut lieu. (D'après La Gazette du 22/09/05)

**Présidentielle 2007 : le FFKM supplante le TIM**. Force est de constater *que le parti présidentiel TIM ne cesse de s'affaiblir*. Plus d'un s'interroge : « *MARC RAVALOMANANA compte-t-il encore miser sur ce parti qu'il a fondé à la prochaine élection présidentielle ?* » A un an de la présidentielle, le parti fondé par MARC RAVALOMANANA patauge aussi bien dans la mise en place de sa structure organisationnelle que dans la résolution de ses problèmes internes. Toutes ces défaillances s'expliquent par le fait que ce parti est actuellement dirigé par des gens (les membres du bureau politique) *qui n'ont pas d'expériences en politique et que des arrivistes occupent les devant de la scène*. Les députés TIM ne reçoivent plus de consignes que de MARC RAVALOMANANA. Le Président de la République est conscient de ces défaillances du parti qu'il a fondé. Raison pour laquelle, *il s'est tourné ces derniers temps vers les églises, peut-être dans l'intention inavouée d'en faire, à défaut du TIM, une machine électorale ?* (D'après Tribune du 23/09/05)

**A la conquête de l'Est - Course-poursuite entre gouvernement et opposition** : MARC RAVALOMANANA part à la conquête du centre-Est, juste après son voyage new-yorkais. Il y devance l'opposition, qui accorde encore ses violons. L'enjeu : le contrôle du bastion de l'ancien régime. Coïncidence ou pas, la plupart des localités visitées recourent celles qui échappent au contrôle du régime. Depuis un mois, et à l'approche des présidentielles, le Président se rend dans les villes qui se trouvent aux mains de certains partis de l'opposition, voire d'autres composantes de la mouvance présidentielle. *L'objectif est d'empêcher, ou du moins de devancer le camp adverse qui cherche à s'enraciner au Grand Port*. Si la troïka ne change pas son fusil d'épaule, le chef de l'Etat arrivera à la court-circuiter. *L'opposition compte faire de Toamasina le point d'ancrage de ses actions*. Ces dernières passent d'abord

par l'investissement de la province "pour faire barrage aux tenants du régime, comme le cas de Fianarantsoa pendant la crise post-électorale de 2002". L'intention des deux bords de contrôler Toamasina cristallise donc le bras de fer entre les mouvements protagonistes. (D'après L'Express du 24/09/05)

**En visite dans l'est, RAVALOMANANA décidé à faire oublier RATSIRAKA à Toamasina et sa région :** la reconstruction des 53 ponts de la RN5 devraient peser lourd dans la campagne de séduction entamée par le Président de la République à Toamasina. Par le désenclavement de la région, il entend "*changer le cours de l'histoire à Toamasina*", province réputée d'opposition. Il veut en finir avec une province de Toamasina nostalgique de DIDIER RATSIRAKA. "Je vais changer l'histoire de Toamasina", a-t-il annoncé. Il commencera par réhabiliter les routes que ses prédécesseurs ont délaissées pendant des décennies. (D'après Les Nouvelles du 26/09/05)

**Actions gouvernementales : deux experts de l'Ecole Nationale d'Administration Publique (ENAP) du Québec** sont en mission à Madagascar dans le cadre de l'optimisation du *fonctionnement du conseil de gouvernement et du conseil des ministres*, en visant à l'élaboration d'une *stratégie de communication gouvernementale*. Une manière pour le pouvoir de reconnaître sa défaillance en matière de communication. Rappelons qu'en 2004, tous les ministres et les secrétaires généraux du gouvernement ont participé à un atelier de partage d'expériences avec des responsables de haut niveau du Québec. (D'après La Gazette du 27/09/05)

**La Présidence de la République détient le plus fort taux de rotation des conseillers :** le président reproche à certains de ses conseillers d'être inutiles, incompetents, théoriciens, inefficaces et paresseux. Certains conseillers reprochent sans mot dire au Président de n'en faire qu'à sa tête, d'exiger que leur portable ne soit jamais éteint, de s'écarter des discours soigneusement préparés, d'être capricieux, versatile et irrespectueux, de ne rien comprendre aux conversations techniques. *Qui conseillera le président une fois qu'il aura épuisé tout ce que Madagascar et la diaspora malgache comptent d'experts et consultants ?* Sera-t-il en panne de ressources humaines ? Ne nous inquiétons pas pour lui ! Tout d'abord, le lot d'experts allemands, américains ou scandinaves est quasi inépuisable. Ensuite, le président saura mettre le prix pour amadouer ses anciens collaborateurs, congédiés un an plus tôt, qui abandonneront leur amour-propre pour l'appât du gain. (D'après La Gazette du 29/09/05)

### 1.1.3 Opposition

**Les 3«N» fissurés ? «Il ne faut pas dramatiser !»** Décidément, l'opposition agit actuellement en ordre dispersé après la tenue de la conférence nationale unique 2005. Après ALAIN RAMAROSON, le sénateur BEFENO dément les rumeurs véhiculées partout comme quoi les 3"N" ne sont plus solidaires : "*L'essentiel, c'est qu'il y ait une cohésion d'actions*". Selon cet universitaire, membre actif de la SPDUN, toutes les personnalités, les partis politiques et les organisations qui composent les 3"N" ont leur singularité, mais ils ne forment qu'un bloc solide au sein de cette plate-forme et ne tirent que vers le même but. "*Les actions jusqu'à présent menées par l'opposition ne font pas encore peur au régime. Il faut des actions à la fois continues et contraignantes en profitant de tous ces signes de faiblesse de ce régime*", a-t-il lancé. (D'après Tribune du 01/09/05)

**ALAIN RAMAROSON devra s'expliquer :** ses tournées en province ne font pas plaisir à toute l'opposition. Si le président du MCSR et du CNRR est soutenu dans ses actions par une grande partie de la SPDUN et de certains membres du RFN, tous les membres des 3N

n'apprécient pas le cavalier seul qu'il entreprend. Rappelé à l'ordre, il devra s'expliquer sur certaines actions qu'il mène au nom du CNRR. (D'après Les Nouvelles du 16/09/05)

**Interdiction des meetings du MCSR (Mouvement Citoyen pour la Sauvegarde de la République) de Toamasina et d'Antsirabe : l'opposition crie au scandale !** «*La démocratie est en danger à Madagascar*». C'est ainsi que le président du MCSR ALAIN RAMAROSON a vivement réagi après l'annulation des meetings de Toamasina et d'Antsirabe. Les autorités d'Antsirabe ont décrété les lieux « zone rouge ». Des éléments de la police nationale ont envahi la ville durant les deux jours. (D'après Tribune du 20/09/05)

**3 co-présidents du CNSO : réunion d'urgence.** L'urgence est déclarée au sein des 3" N" pour *redresser la situation*. Ainsi, le Pr ZAFY ALBERT, les Pasteur RICHARD ANDRIAMANJATO et EDMOND RAZAFIMAHEFA, les 3 co-présidents du CNSO (Conseil Nationale de Suivi et d'Orientation), l'organe suprême de la structure établie dans le cadre de la réalisation de la résolution de la Conférence nationale, se retrouvent d'urgence. A l'ordre du jour *figure l'organisation des activités des 3" N"*, et ce après avoir constaté *qu'ALAIN RAMAROSON est tenté de faire cavalier seul* en utilisant le nom du CNRR (Comité Nationale pour la Réalisation de la Résolution de la Conférence nationale) dont il est le président. Alors que toute activité à réaliser au nom du CNRR ou des 3" N" devrait avoir l'aval de cet organe suprême. (D'après Tribune du 19/09/05)

**Mise en place d'un régime transitoire : RATSIRAHONANA sollicité !** Le président national de l'AVI, ambassadeur itinérant du Président de la République, est très sollicité par les 3«N» dans le cadre de la mise en place d'un régime transitoire, qui *reste la principale résolution de la Conférence nationale*. Toutes les actions menées par les 3«N» devraient donc tendre vers cet objectif. Mais certains constatent que les 3«N» sont en train de s'éclipser, à l'exception et à la faveur du MCSR d'ALAIN RAMAROSON. Malgré tout, les 3 « N » ne restent pas inactifs et établissent des contacts avec les chefs de parti proches du Président MARC RAVALOMANANA, dont surtout le président national de l'AVI NORBERT LALA RATSIRAHONANA, qui compte encore parmi les proches, sinon les hommes de confiance, du Président de la République. *L'opposition reconnaît ses atouts politiques l'incite à démissionner de son poste pour isoler MARC RAVALOMANANA* et affaiblir son régime. Ce «Merina» serait un instrument efficace que l'opposition utiliserait pour conquérir la Capitale, passage obligé pour la conquête du pouvoir. (D'après Tribune du 17/09/05)

**Projet de mise en place d'un régime de transition : des ambassades dans le jeu.** Pendant que le Président RAVALOMANANA se trouve à New York pour le 60<sup>ème</sup> anniversaire de l'ONU, des tractations sont en cours à Madagascar pour la mise en place d'un régime de transition. *Ce n'est plus l'unique affaire de l'opposition. Des ambassades sont intervenues ces derniers temps pour faciliter la démarche*. Conscientes de la dégradation de la vie socio-économique du pays, 4 des plus grandes ambassades installées à Madagascar ont pris l'initiative d'engager des pourparlers avec 4 dirigeants politiques "Merina". L'objectif de ces tractations serait de mettre en place sans dégâts considérables un régime de transition en contraignant MARC RAVALOMANANA à accepter cette voie *pour éviter une nouvelle crise plus grave que celle de 2002*. Selon nos sources, ces ambassades reconnaissent les faiblesses de l'opposition, mais elles ont promis leur soutien à ce projet pour éviter le chaos. Leur stratégie, en cas d'instabilité institutionnelle, serait de faire pression sur les bailleurs de fonds, afin qu'ils suspendent leur aide, contraignant ainsi le président à accepter ce régime de transition. (D'après Tribune du 21/09/05)

**Le 3"N" est devenu 3"FN"** : les responsables de la troïka ont décidé de *changer le nom de 3"FN" ou 3 Forces de Nation*. Ils ont apporté cette modification car ils sont *unanimes sur le fait qu'il faudra mettre en place par tous les moyens, même avec force si besoin est, une transition pour que les péripéties de la dernière élection présidentielle ne se reproduisent plus*. Autrement dit, il n'est pas question pour le moment de préparer une élection présidentielle, mais de mettre en place un régime de transition. (D'après Tribune du 24/09/05)

**Le CRN réussit à imposer ses vues aux autres "forces nationales" des 3FN** : les 3FN qui ont organisé la Conférence nationale unique *ont officiellement et unanimement reconnu dans la version finale des résolutions que le pouvoir de MARC RAVALOMANANA est illégal et que les deux investitures, aussi bien celle du 22 février que celle du 6 mai, sont "illégales"*. Le RFN et la SPDUN semblent s'être résignés à se ranger du côté du CRN. Pour eux, le plus important, c'est d'arriver à unir les forces pour renverser le pouvoir et mettre en place un régime de transition. La ligne étant claire, il reste à convaincre les électeurs et la Communauté internationale du bien-fondé des objectifs et des actions à mettre en œuvre. (D'après Les Nouvelles du 29/09/05)

**« Solidarité PIERROT RAJAONARIVELO » se demande si les « 3N » sont de vrais opposants** : le numéro 00 du bulletin de liaison de la Solidarité PIERROT RAJAONARIVELO, pour des élections présidentielles sans exclusive (SPR/Pepse) donne le ton. Le groupe ne sera pas tendre autant avec le pouvoir qu'avec les pseudo-opposants. Si les critiques contre le pouvoir sont attendues, celles lancées à l'encontre des 3N sont plus surprenantes. *Le groupe se demande si cette structure unique fait de l'opposition véritable* : « Il est logique que les hommes politiques soutenant Marc Ravalomanana espèrent devenir Premier ministre ou ministre, mais **il est étonnant que cet espoir soit aussi présent chez certains membres des 3N** ». Les véritables opposants sont ceux qui préparent des projets en vue de succéder à MARC RAVALOMANANA et à sa politique catastrophique, et non ceux qui souhaitent être complices de son gouvernement ». (D'après Les Nouvelles du 19/09/05)

Cette prise de position s'apparente à une volonté de *se démarquer de l'opposition regroupée au sein de la troïka*. Elle *brouille les cartes de l'opposition, déjà difficile à lire*. La position de l'ASP suscite également des questions sur la nature des rapports de l'association avec l'AREMA. Le point de vue de l'ASP semble en contradiction avec les actions menées par l'ancien parti au pouvoir, dont PIERROT RAJAONARIVELO est le secrétaire national. L'AREMA fait partie intégrante de la troïka. (D'après L'Express du 20/09/05)

**L'opposition mise sur le soutien populaire** : après avoir pu s'entendre sur les "résolutions" de la Conférence nationale du mois de juin, *l'opposition compte lancer son offensive sur le terrain*. Avec les meetings prévus dans les provinces, *pourtant interdits* par le gouvernement, les 3FN veulent se servir de la carte de la rue. "Ce n'est pas seulement avec les armes qu'on peut vaincre. Il existe mille et une manière pour y arriver", a déclaré le professeur ZAFY ALBERT, pour évoquer leur stratégie. Dans les coulisses, on chuchote, entre autres, la "désobéissance fiscale". Ce qui est sûr, c'est que cette opposition-là, est *catégorique pour contrer toute idée d'élection*, " source de tous maux ", selon le professeur ZAFY ALBERT. "Cela aboutirait à une confrontation", pronostique l'ancien président. (D'après L'Express du 30/09/05)

**Quelle stratégie pour mettre en place sans dégâts la transition ?** Le Pr ZAFY et les pasteurs RICHARD ANDRIAMANJATO et EDMOND RAZAFIMAHEFA n'ont pas dévoilé la stratégie leur permettant de mettre en place sans dégâts matériels et humains considérables cette transition. Ils se sont contentés tout simplement de prévenir que *leur stratégie sera plus efficace et plus contraignante que d'utiliser des Kalachnikovs comme en 2002*. Ils ont

annoncé que cette transition aura pour mission de rejeter le centralisme en mettant en place des structures d'Etat décentralisé avec partage effectif des pouvoirs et des ressources. (D'après Tribune du 30/09/05)

**Appel des « 3FN » à la prise de responsabilité de pays étrangers inquiets de l'avenir de Madagascar :** deux rencontres sont déjà prévues dans ce sens : la première avec des représentants de l'Union Européenne et la seconde avec un envoyé spécial du Département d'Etat américain. Les dirigeants des 3"FN" ont prévu des rencontres avec les ambassadeurs et les représentants des Instances internationales installés à Madagascar pour leur présenter leur stratégie en vue de la mise en place de la transition. *“ Ces pays étrangers ont des intérêts à protéger à Madagascar. Ils n'ont pas intérêt à ce que les événements de 2002 se reproduisent en 2007. Je ne trouve donc aucune raison que ces représentations diplomatiques refusent de coopérer avec les 3"FN" pour faciliter la mise en place de cette transition »* a affirmé ZAFY ALBERT. (D'après Tribune du 30/09/05)

**Un livre noir sur le mandat de RAVALOMANANA en gestation :** un comité de rédaction vient de voir le jour. Composé de jeunes issus du monde universitaire et du milieu syndical, ce comité s'est réuni récemment pour décider du contenu. Il s'est donné jusqu'à la fin de l'année pour finir la collecte des données. La rédaction commencera début 2006. Elle sera faite en malgache, en français et en anglais. (D'après Midi du 05/09/05)

**Ex-réservistes : alliés potentiels de l'opposition. Ils ont transformé leur mouvement de revendication en un véritable mouvement politique.** Raison pour laquelle, là où il y a réunion ou manifestation de l'opposition, on remarque toujours la présence de LEMIASA MARSON et ses fidèles. Selon ce président de l'AREPAM (Association des Réservistes Pacificateurs de Madagascar) qui compte plus de 2500 membres, les ex-réservistes marchent main dans la main avec l'opposition et ce *“ dans le but de renverser ce “ régime ingrat ”*. Ils ne se limitent plus à la seule revendication de leurs arriérés. Sur les 2580 réservistes qui se sont chargés de la pacification du territoire pendant les moments chauds de la crise 2002, 200 seulement ont été réengagés et ce, d'après les propos DE LEMIASA MARSON, après avoir payé (à qui ?) chacun 300 000 Ar. (D'après Tribune du 13/09/05)

#### **1.1.4 Condamnés de la crise de 2002, exilés, activités politiques diaspora**

**L'ex-ministre NDRIANASOLO fixé sur son sort le 14 octobre :** Le procès en appel pour les responsables majungais impliqués dans les affaires de 2002, s'est enfin tenu. Le dossier sera étudié jusqu'à la sortie du verdict prévu pour le 14 octobre. Pour rappel, le général RAKOTONDRAHASINA POLYCARPE, le colonel BENTY ROLAND, les commandants EDMOND et DIMBY EDOUARD, l'ancien ministre de la Jeunesse le capitaine de frégate NDRIANASOLO et la fille de l'ancien Président de la République SOPHIE RATSIRAKA sont inculpés de destruction de biens de l'Etat (pont), de complicité et d'attentat à la sûreté de l'Etat. A cette liste devraient figurer l'ancien gouverneur de Mahajanga, RAZAFINDEHIBE ETIENNE HILAIRE libéré, sur grâce présidentielle en août dernier et le général BOBA, mort pendant sa détention, en mars. A l'issue du jugement le 30 décembre 2003, ils ont été respectivement condamnés à une peine de 5 et 10 ans de prison ferme. (D'après L'Express du 10/09/05)

**Prison à perpétuité pour COUTITI ASSOLANT.** Ce n'est que vers le milieu du mois de septembre 2002 que COUTITI fut arrêté par des réservistes. Cet officier rebelle, échappant en permanence à ses poursuivants, *sa tête fut mise à prix*. Il a pris une part active dans la région Nord de l'île aux événements 2002 qui ont secoué le pays. Laissant derrière lui morts et blessés. D'ailleurs, beaucoup de plaintes ont été déposées au parquet en ces temps-là. Un

autre procès du lieutenant-colonel vient d'avoir lieu. Pour cette énième comparution, il devait répondre du meurtre du commandant RAHARISON. Le tribunal l'a condamné à la prison à perpétuité. *Une vingtaine de dossiers restent à l'actif de COUTITI*. Différentes inculpations ont pesé sur lui, notamment : atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat, association de malfaiteurs et meurtre. Mis aux arrêts le 24 septembre 2002, il est actuellement détenu à la maison de force de Tsiafahy. *D'autres dossiers restent encore en instance.* (D'après Midi du 14/09/05)

**VICTOR HONG sort d'Antanimora :** le président de l'association des familles des détenus à l'issue de la crise de 2002 (OFPACPA) vient d'être libéré au bénéfice du doute. Il était sous la coupe d'une *double inculpation*. Reconnu coupable *d'attroupement sans autorisation* en mars 2004, il en a écopé 5 mois d'emprisonnement. La seconde charge contre lui concerne *l'atteinte à la sûreté de l'Etat au moment de la pacification*. Egalement reconnu coupable, il en a pris pour 42 mois. Au cours de son appel, *il a été libéré au bénéfice du doute pour le second chef d'inculpation*. Ayant déjà purgé sa peine cette affaire, rien ne s'opposait à sa libération, malgré la confirmation de sa peine en première instance. Le président de l'OFPACPA faisait partie du clan des durs. Petit à petit, *il a changé de langage*. La teneur de la lettre adressée à MANANDAFY RAKOTONIRINA, conseiller spécial du Président de la République, l'atteste. Il a demandé, entre autres, *de la retenue et le pardon*, de la part des deux camps, pour ce qui est de l'"affaire 2002". Sur le plan politique, le contexte de la sortie de prison de VICTOR HONG ressemble à celui d'ETIENNE RAZAFINDEHIBE, ancien gouverneur de Mahajanga. (D'après L'Express du 24/09/05)

**VICTOR HONG :** « *Seuls les exécutants croupissent en prison* » Il a été relâché après 18 mois de prison. Un autre dossier (atteinte à la sûreté de l'Etat) dont il est inculpé, est en cours ; il risque une nouvelle condamnation de 42 mois fermes. Il est accusé d'association de malfaiteurs, pour avoir participé à des barrages, pendant la crise de 2002. « *Cette inculpation ne tient pas debout* », rappelle-t-il avec une certaine amertume. « *J'ai été victime d'une injustice* », confie cet homme qui avoue avoir profondément mûri politiquement. « *L'heure devrait être à la réconciliation nationale puisque finalement, seuls les exécutants de 2002 croupissent encore en prison actuellement* ». Interrogé sur sa présence à l'Assemblée générale du CRN, RFN et SPDUN, il a déclaré que « *s'il est là c'est parce que ses parents y sont* » (sic). Pour ce qui est de son adhésion à la cause de cette plate-forme de l'opposition, il a promis qu'il va se donner un temps de réflexion avant de décider. (D'après La Gazette du 29/09/05)

**Un geste pour LAHADY SAMUEL ?** Il a écopé en septembre 2002 de 8 ans de détention qu'il purge à la prison d'Antanimora. Mais hypertendu et diabétique, *l'homme passe le plus clair de son temps à l'hôpital*. LAHADY SAMUEL a aujourd'hui 74 ans et son état de santé milite en faveur de sa libération. Mais le régime se montre intransigeant, peut-être en raison du rôle joué par le détenu, fervent ratsirakiste, dans l'érection du barrage de Brickaville en 2002. LAHADY SAMUEL a déposé une *demande de liberté provisoire et a sollicité une grâce présidentielle* dans une lettre du 5 janvier 2004. Jusqu'à maintenant, ses requêtes sont *restées lettre morte*. L'heure du pardon a peut-être sonné pour ce vieillard qui fut abandonné par les ratsirakistes, et qui fut cueilli au bord d'une route, solitaire et exténué, lors de la débandade générale de 2002. *Des 6 gouverneurs de province de 2002, LAHADY SAMUEL est le seul qui reste en prison* après l'élargissement de RAZAFINDEHIBE ETIENNE le mois dernier. (D'après La Gazette du 24/09/05)

**Après trois ans : encore des procès sur la crise 2002.** Cette semaine a été marquée par le procès, l'énième du genre, du colonel BALBINE qui a repassé au prétoire pour répondre du chef d'inculpation de trafic d'armes. Ce dernier, pour d'autres motifs d'inculpation, a déjà écopé des peines d'emprisonnement ferme. Le colonel BALBINE qui, en fuite aux Comores

consécutivement à la crise 2002, y était harponné par les autorités malgaches dont la délégation était dirigée par le procureur de la République près le tribunal de première instance. Cet officier supérieur sera encore condamné à une énième peine privative de liberté à l'issue de ce procès. *Ce procès remet en surface la crise 2002, du moins dans son volet judiciaire.* En effet, *trois ans après les événements de 2001, des gens continuent à être traduits devant la Justice.* Des civiles comme militaires, qui ont tous été des partisans de l'ancien régime. *Ce procès remet en cause les multiples déclarations des ténors du régime en place selon lesquelles la quasi-totalité des dossiers pénaux, afférents à la crise 2002, ont déjà été réglés.* En effet, non seulement *des détenus politiques viennent d'être cités, pour la première fois,* devant la barre mais encore et surtout d'autres, déjà condamnés, *y reviennent* pour être inculpés d'autres infractions pénales. Ceci, sans plus évoquer le cas des autres condamnés en première instance *qui languissent dans les cachots en attendant la suite de leur recours en appel.* Bref, trois ans après cette crise et à un peu moins de deux ans de l'expiration du mandat de MARC RAVALOMANANA, *le régime continue à jouer au jeu dangereux de la prison* contre des gens qui n'ont pas épousé sa ligne politique. (D'après La Gazette du 23/09/05)

**Le Collectif des jeunes pro-PIERROT RAJAONARIVELO de France interpelle les bailleurs de fonds** pour connaître leur position sur les réquisitions budgétaires et la bonne gouvernance. Le collectif remet aussi en question le rôle que jouent le CSLCC et le BIANCO. (D'après Les Nouvelles du 09/09/05)

**Jeunes pro-RAJAONARIVELO : une cellule de réflexion et d'action à Madagascar.** Après la création de la cellule de conception, de stratégie et de décision, *basée dans la capitale française,* une nouvelle cellule chargée de réflexion et d'action *vient d'être mise sur pied dans la Grande île.* Cette cellule connaîtrait un grand succès auprès des jeunes, déterminés à contester les abus du pouvoir et la mauvaise gouvernance du régime RAVALOMANANA. (D'après Tribune du 08/09/05)

**Les sympathisants de PIERROT RAJAONARIVELO dénoncent "L'existence d'une légalité à deux vitesses et surtout d'une justice sélective, terme utilisé par "Amnesty International".** Il semble être l'éternelle victime du pouvoir actuel. Il a été *condamné sans preuve ni témoin* pour complicité d'usurpation de fonction, usurpations de fonctions commises en réalité impunément et devant des milliers de témoins par les tenants du régime actuel du 2 février à juin 2002, sans parler des harcèlements dont sa famille a été l'objet. (D'après Tribune du 10/09/05)

**Leadership de PIERROT RAJAONARIVELO :** PIERROT RAJAONARIVELO a été mis au courant par les opposants que s'il espère bénéficier de l'appui de tous, *il devrait envisager de rentrer au pays.* Non seulement *pour affronter la justice du pays,* comme le font tous les justiciables, mais aussi et surtout *vivre en chair et en os les conditions de vie des vrais opposants.* (D'après Midi du 24/09/05)

**Après la trêve d'été, à Paris Assidu-Madagascar reprend ses activités** et annonce une saison riche en nouveautés et en événements aussi bien au sein de la diaspora qu'à Madagascar. Selon son président JULIEN RAZAFIMANAZATO, *«cette année, l'Association Assidu Madagascar entend enclencher la vitesse supérieure dans sa mission de promotion des Droits de l'Homme et de défense de l'unité nationale à travers le développement de ses liens non seulement au pays mais aussi avec la communauté malgache expatriée, ainsi qu'avec les organismes, les associations et les entreprises de divers horizons».* Fidèle à ses missions, Assidu Madagascar organisera des manifestations et des rencontres pour donner aux membres de la diaspora une opportunité

de s'informer et de s'impliquer davantage dans les affaires nationales, ainsi que de débattre sur la situation. (D'après Tribune du 22/09/05)

**Déclaration de CATHERINE BOIVINEAU, ambassadeur de France sur les réfugiés malgaches :** environ **300 ressortissants malgaches ont sollicité le statut de réfugié** auprès de l'OFPRA (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides). Dans cet effectif, **37 ont obtenu satisfaction dont 10 dans le cadre de la crise de 2002**. Dans son interview, accordée à la télévision MBS, elle a ajouté la précision suivante : "*L'ancien président de la République et les membres de sa famille ne sont pas concernés*". (D'après La Gazette du 26/09/05)

### **1.1.5 Mise en place des régions, décentralisation**

**La mise en place des Régions a débuté en 2004. La vitesse de croisière n'est pas encore atteinte.** Près d'un an après leur création, les Régions *attendent toujours les transferts de ressources* financières et humaines et de moyens promis par l'Etat, alors que les régions ont d'immenses responsabilités, mais elles n'espèrent pas de miracle cette année en raison de *la faillite de l'Etat*. Les domaines de compétence des régions sont pourtant multiples. On peut citer notamment : l'aménagement hydroagricole, la promotion industrielle, artisanale et commerciale et des services, la gestion des routes et des pistes, des ponts et bacs, la mise en place et la gestion des infrastructures sanitaires, la gestion des environnements et des risques naturels et des catastrophes. Devant cet état de fait, le gouvernement a «*institué au profit des régions les taxes sur les établissements de nuits dont les cabarets, dancing et night club, les droits relatifs aux cartes d'identité des étrangers ; les axes sur les tombolas et sur les loteries* ». En mettant le sort des régions aux mains des joueurs, le gouvernement ne pousse-t-il pas les citoyens à la débauche ? (D'après Midi du 02/09/05)

## **1.2 Relations Eglises-Etat, église catholique, islam, sectes**

**RAVALOMANANA réaffirme son rêve d'une nation malgache chrétienne :** au risque d'être accusé de pratique d'ostracisme vis-à-vis des autres religions, le Président a réaffirmé sa volonté de faire de Madagascar une nation chrétienne. C'était à l'occasion de la cérémonie d'installation du nouvel évêque d'Ambositra, Mgr FIDELIS RAKOTONARIVO. Le chef de l'Etat a promis aux dignitaires de l'église catholique et des chefs des autres églises membres du FFKM *qu'il œuvrera dans le sens d'une augmentation du nombre de chrétiens à Madagascar*. Le Président devait aussi réitérer sa conviction selon laquelle rien ne se réalisera à Madagascar sans la volonté et l'aide de Dieu. Il a d'ailleurs affirmé que "*les grâces de Dieu à la nation malgache, dont l'exemple est constitué par la nomination du nouvel évêque, ne cessent de se multiplier*". Le chef de l'Etat a, dans la même logique, *recommandé aux responsables étatiques, de collaborer étroitement avec les autorités ecclésiastiques*, et à la population d'*"écouter et d'accepter les enseignements"* du nouvel évêque. Il faut dire que le Président a été déjà fortement condamné par ses détracteurs pour ses convictions "*théocratiques*". (D'après Les Nouvelles du 05/09/05)

**La profession de foi de MARC RAVALOMANANA ébranle la loi fondamentale :** le Président *estime insuffisants les 47% de Malgaches qui sont chrétiens* : ce pourcentage doit être révisé à la hausse. Mais son souhait de faire de Madagascar, une nation chrétienne, suppose aussi, une *révision de la Constitution* qui stipule en son article 1<sup>er</sup> que « *le peuple malagasy constitue une Nation organisée en Etat souverain et laïc...* ». La question est de savoir si une révision de la Constitution dans le sens d'une nation chrétienne a des chances de recueillir la majorité des suffrages. En effet, malgré le réflexe quasi automatique des électeurs à dire OUI, le NON

pourrait peser de tout son poids, dans la balance des votes. Même les voix des 47% de chrétiens ne sont pas acquises d'avance, car parmi eux, il y en a qui font le distinguo entre foi et loi. (D'après Midi du 06/09/05)

**Force est de constater que le Président de la République tient plus que jamais à son idée d'instauration d'un Etat chrétien.** Avec une manipulation d'opinion qui n'a d'égal que son esprit malin de parvenir à ses fins. **Les autres religions n'ont qu'à bien se tenir car le danger d'instauration d'une religion chrétienne d'Etat avec ses conséquences en termes d'intolérance et de fanatisme pointe à l'horizon.** Tant il est vrai que dans une conjoncture mondiale où plus rien de ce qui se passe -catastrophes naturelles, maladies, guerres, pauvreté, misère, etc.- ne trouve d'explication rationnelle, la solution de facilité et le confort intellectuel consistent à s'en remettre aux voies divines impénétrables mais facilement acceptables pour bon nombre de personnes. (D'après Matvoonline du 09/09/05)

« **Pas d'amalgame entre l'État et l'Église** » recommande le mouvement chrétien des cadres et des professionnels (MCCP). « **Le partenariat Église-État permet à l'État de soutenir l'Église, surtout dans les projets sociaux. L'Église permet à l'État de travailler efficacement à la base pour le bien commun** ». Pour que le partenariat fonctionne bien, le MCCP préconise **la transparence, la neutralité et l'équité**. C'est « **une collaboration** » et non une « **collusion qui suppose une complicité malsaine voire une compromission** », explique JEAN-CLAUDE RAOBELINA de « **Lakroa n'i Madagasikara** ». (D'après Les Nouvelles du 05/09/05)

« **La foi, un instrument politique ?** » : « **Une église trop présente dans l'arène politique et des dirigeants qui se servent de la foi des fidèles** ». Cela résume la façon dont le pasteur RAJOELISON ANDRIANIRINA PARFAIT, président du SJKM, une branche du FJKM, voit le partenariat entre l'Etat et l'église. Cette dernière a **du mal à trouver, selon lui, l'équilibre entre une juste implication dans la société et son devoir évangélique**, même si elle a contribué à apaiser la population dans les moments de crise. Ce pasteur ne verrait « **aucun mal dans la relation entre l'église et l'Etat si elle ne cachait pas divers calculs à visée politique** ». Car pour lui, **la collaboration a entre-temps changé de visage**, surtout dans la logique où les dirigeants actuels veulent instaurer une « **république chrétienne** » à Madagascar. (D'après Midi du 22/09/05)

**La proximité entre le clergé catholique et le sommet de l'Etat n'est que la face émergée de l'iceberg. La presse catholique très critique.** Radio Don Bosco (RDB), Lakroan'i Madakasikara (LM), pour les médias d'envergure nationale et Tafañ'iarivo Katôlika (TIK), pour la presse de proximité **ont adopté un ton plus critique vis-à-vis du pouvoir**. En comparaison avec les sermons du cardinal et des autres prélats, les éditoriaux de RDB, de LM et du TIK sont diamétralement opposés. Leurs propos traduisent **une nette démarcation par rapport au discours officiel**. Ce décrochage a encore été accentué après le congrès du mouvement chrétien des cadres et professionnels qui a mis en garde et la hiérarchie et le pouvoir politique contre **l'amalgame** qui pourrait être fait à propos du partenariat Eglise-Etat. LM fustige l'église et l'Etat après le discours de RAVALOMANANA lors de l'intronisation du nouvel évêque d'Ambositra : « **la déclaration (du président voulant faire du pays une nation chrétienne) a fait l'effet d'une bombe. L'église catholique ne peut que s'en prendre à elle-même. Depuis belle lurette, les politiques pouvaient intervenir au cours de la messe pour faire passer leur message politique. La confusion s'installe d'emblée durant l'office religieux** ». (D'après Midi du 13/09/05)

**RAVALOMANANA encaisse la quête pour prendre en charge les travaux d'extension d'un temple FLM :** voici quelques semaines, le Président a assisté à la cérémonie de consécration des « **Mpiandry** » au « **Toby FLM** » d'Ankaramalaza. Bien accueilli, il a toutefois pris la décision de prendre avec lui les 8 millions Ar collectés lors de la quête avec la promesse, en

contrepartie, de prendre en charge tous les travaux d'extension du temple. Or pour certains croyants et hommes politiques présents, *ce geste a été perçu comme un sacrilège* : «de quel droit MARC RAVALOMANANA se permet-il de prendre même pour un temps ces offrandes sacrées à travers lesquelles les croyants témoignent leur reconnaissance au Dieu Créateur ?». Croyant luthérien, le député VONINAHITSY JEAN EUGENE interpelle les dirigeants FLM, pour le bien de l'église. A son avis, *les dirigeants FLM doivent être prudents pour que les croyants ne soient pas trop divisés par la politique*. «D'ailleurs, les croyants luthériens ne sont pas tous pro-RAVALOMANANA», conclut-il. (D'après Tribune du 08/09/05)

**Le Premier ministre J. SYLLA au Vatican - La canonisation de VICTOIRE RASOAMANARIVO discutée** : 3 points essentiels ont été discutés lors de l'entretien : l'état d'avancement de la procédure de canonisation de VICTOIRE RASOAMANARIVO, du père JACQUES BERTHIEUX et la béatification du frère RAFIRINGA; le rôle des laïcs dans l'Eglise; et la coopération entre la Grande île et le Vatican dans le domaine de l'éducation et de la santé à travers les actions de l'Eglise catholique. (D'après L'Express du 09/09/05)

En bon catholique, le Premier ministre ne pouvait pas ne pas évoquer les affaires purement "catholiques" au cours de son entretien avec le Pape Benoît XVI. (D'après Les Nouvelles du 09/09/05)

**Le partenariat Eglise-Etat dérange - des actes de profanation à craindre** : à en croire LUCIEN VICTOR RAZAKANIRINA, secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité publique, des actes visant à "saper" le partenariat entre l'Eglise et l'Etat, sont en gestation. "Ces derniers visent, entre autres, à incendier des édifices culturels, à enlever des hommes d'Eglise. Outre la capitale, les malfaiteurs envisagent de mener l'opération dans deux ou trois grandes villes". Le secrétaire d'Etat a pris soin de bannir toute *arrière-pensée politique* derrière ces intentions malveillantes. Mais CHARLES RAKOTONIRINA, secrétaire général de l'Eglise réformée (FJKM), a évoqué cette piste. MARC RAVALOMANANA s'est toujours appuyé sur les Eglises dans la conduite des affaires nationales. Certains observateurs, dont l'opposition, *voient d'un mauvais œil ce partenariat*. Des hommes politiques sont allés jusqu'à soupçonner *l'instrumentalisation* de l'Eglise au service des tenants du régime. (D'après L'Express du 20/09/05)

**Médiatisation internationale de la conversion de nouveaux adeptes de l'Islam** : «Le centre d'appel islamique » à Madagascar vient de faire 85 nouvelles recrues, annonce la source recueillie sur Internet. A priori, l'information est plutôt banale, la liberté de religion étant jusqu'à présent garantie par la Constitution. L'information n'est plus banale quand on connaît le souhait exprimé par le chef de l'Etat de faire de Madagascar un Etat chrétien. Pour le cas de l'Islam, en tout cas, cette confession tient visiblement à cœur les actions de prédication de ses membres. A preuve, *ce recrutement qui fait l'objet d'une médiatisation internationale à travers l'agence iranienne de presse coranique*. (D'après La Gazette du 27/09/05)

**Eglise «Jesosy Mamonjy» : menacée de fermeture ?** Fin de l'ultimatum de 3 mois accordé par le ministère de l'Intérieur à l'endroit de l'association religieuse «Jesosy Mamonjy» dans le règlement de ses *dissensions internes*. Suite au décès du révérend fondateur, DAOUD, les problèmes de sa succession ne seraient pas toujours résolus. Irait-on vers la fermeture de cette «Eglise» ? Les fidèles de la secte «Jesosy Mamonjy» vont-ils emboîter le pas de l'Eglise Universelle du Royaume de Dieu ? *Les églises regroupées au sein du FFKM traversent une période de turbulence* marquée par une hémorragie de leurs fidèles. Cette crise au sein des églises traditionnelles a favorisé *la prolifération des sectes dont ses impacts dans la société sont incommensurables*. Les chefs d'églises devraient s'occuper à fond des brebis égarés au

lieu de s'immiscer dans les affaires politiques et de critiquer les journalistes. (D'après Tribune du 14/09/05)

**Catholicisme : nouvelle approche des sectes.** Le phénomène sectaire ne laisse pas indifférente l'église catholique. Au contraire, il induit une réflexion profonde au sein du clergé. L'arrivée du pape Benoît XVI implique aussi le renouvellement de l'approche de la problématique des sectes. C'est ainsi que *le catholicisme malgache entame une démarche en vue d'établir le dialogue* avec les dirigeants et les ouailles des associations culturelles en dehors des églises historiques à Madagascar. Mené dans la discrétion, l'appel au dialogue lancé récemment par les prélats *ne rencontre pourtant pas d'échos.* (D'après Midi du 23/09/05)

## **1.3 Lutte contre la corruption, bonne gouvernance, fiabilisation des élections**

### **1.3.1 Activités du BIANCO et du CSLCC**

**Lutte contre la corruption BIANCO / Entreprises : un début de partenariat :** ensemble pour combattre la corruption. La société Kraoma est la première entreprise à travailler en partenariat avec le BIANCO. Les objectifs du partenariat sont multiples. Tout d'abord, *d'améliorer l'environnement de travail en réduisant les zones de risques favorisant les occasions de corruption* dans le secteur d'exploitation du chrome dû par la défaillance des procédures et des systèmes. Ensuite, il s'agit de *développer l'attitude, l'identité culturelle des employés.* Enfin, d'instaurer la bonne gouvernance lors de l'exploitation de nouveaux gisements. Il sera fait appel aux 3 fonctions du BIANCO : *la prévention, l'investigation et la chaîne pénale.* Des séances d'information ont été effectuées dans tous les régions dans lesquelles on exploite du chrome. Elles consistaient à *informer* les employés sur *les différents aspects de la corruption* : corruption active et passive, ainsi que les autres situations d'infraction : le favoritisme, les cadeaux illicites, les conflits d'intérêt... (D'après Tribune du 03/09/05)

**Des éléments du BIANCO en mission à Mahajanga.** La population espère que leurs plaintes et doléances, *notamment sur les affaires de corruption au sein des services des Domaines,* de la Topographie et des commissions domaniales de la commune ainsi que celles de la région, feront enfin l'objet d'une enquête approfondie de sa part. (D'après La Gazette du 14/09/05)

**Déclaration de patrimoine des personnalités récalcitrantes : le BIANCO fait appel à des huissiers.** Le BIANCO vient de lancer, *par voie de presse, une sollicitation à manifestation d'intérêt* pour "l'application des mesures législatives et réglementaires se rapportant à la déclaration de patrimoine des hautes personnalités de l'Etat ". La procédure envisagée par le BIANCO sera simple : il va faire signifier aux récalcitrants *un commandement à exécution,* assorti d'un délai ferme.

Cette initiative est louable, le BIANCO fait ainsi la preuve de sa fermeté dans l'application des lois et règlements pour que l'instauration de l'Etat de droit ne reste pas un simple slogan. Mais recourir au service d'un auxiliaire de Justice, pour sommer, par exemple, un magistrat de se conformer à un texte réglementaire, reste aléatoire... (D'après La Gazette du 21/09/05)  
**Le déclenchement de la deuxième phase de la procédure risque de raviver les tensions entre le gouvernement et l'opposition.** Le BIANCO a annoncé qu'il publiera incessamment la liste de ceux qui ont déjà rempli leur obligation " parmi les dix catégories visées par le décret". Tous

ceux qui refusent de s'y soumettre risquent une peine de prison allant jusqu'à cinq ans d'emprisonnement, parlementaires ou pas. (D'après L'Express du 22/09/05)

### **1.3.2 Bonne gouvernance**

**Scandale dans les Forces armées- les ex-réservistes réclament d'autres coupables :** plus d'un milliard d'Ar détournés au ministère de la Défense nationale. C'est ce qu'a annoncé le général RAONENANTSOAMAMPIANINA, chef d'Etat-major Général de l'Armée. 3 hauts gradés de l'armée sont impliqués. La fraude a été découverte à la suite d'une enquête de l'Inspection Générale de l'Etat (IGE). Mais, elle ne semble pas devoir s'arrêter là. *Des réservistes, qui ne cessent de réclamer leurs droits, ont fait savoir que "d'autres coupables courent toujours"*. Le Général a admis l'existence *de pratiques de corruption dans le processus de réengagement des réservistes*. LEMIASA MARSON, président de l'Association des Réservistes Pacificateurs de Madagascar (AREPAM) le confirme. *Ces détournements auront sans aucun doute des retombées politiques*. Un autre aspect du scandale découle de la *déception des réservistes qui n'ont pas été intégrés*. Certains affirment que la réintégration était *l'une des promesses qui leur avait été faite* par le pouvoir, après la pacification qui a suivi les événements de 2002. (D'après L'Express du 06/09/05)

Le détournement du fonds alloué aux réservistes ne concernait pas uniquement 3 militaires mais aussi les officiers supérieurs, les payeurs et les ordonnateurs. Bref, *toute l'équipe de gestion serait impliquée*. (D'après Les Nouvelles du 06/09/05)

**1 milliard Ar. C'est le montant des fonds détournés au préjudice des réservistes**, selon l'estimation de leur association AREPAM - présidée par MARSON LIMIASY - qui a réclamé la tête d'une trentaine de personnes qu'elle estime impliquées dans cette affaire. Après avoir saisi l'Inspection Générale de l'Etat (IGE), l'association a sollicité les services du BIANCO. D'après les réservistes, l'IGE n'aurait déniché que 3 responsables qui se sont vus intimés de restituer les fonds qu'ils auraient détournés. Selon certaines sources, 11 personnes auraient été arrêtées dans le cadre de cette affaire de détournement. (D'après Midi du 23/09/05)

**Fonctionnaires fantômes : la chasse continue ! 3477 fonctionnaires fantômes !** La chasse est dure pour le ministère de la Fonction publique qui est toujours à la recherche des « *faux employés* » de l'Etat. En 1984, les bailleurs de fonds n'ont pas voulu augmenter le nombre des fonctionnaires sans qu'il y ait une mise à jour complète de la situation. Mais, ce fut un échec. Quelques dizaines de fantômes seulement ont été ciblés. En 1991, c'est la même rengaine, mais sans résultats palpables.

Mais la lutte continue et, 11 ans plus tard, rien n'a changé. *Les fantômes vivent toujours et touchent leur paie régulièrement comme si de rien n'était*. «*Nous sommes sidérés devant les faits*», déclare le ministre THEODORE RANJIVASON. Des fonctionnaires décédés et déjà radiés de leurs fonctions sont encore payés. La mise en place du «*Poatokana*» financée par le PNUD va remettre les pendules à l'heure. «*Des milliards de francs s'envolent en l'air à cause de cette situation*», explique le ministre de la Fonction publique. *Cette situation qui met en doute la bonne gouvernance traduit l'incompétence au niveau des départements ministériels*. Or, des problèmes de manque de personnel persiste dans divers départements ministériels si ne l'on cite que les enseignants. (D'après Tribune du 05/09/05)

**En l'absence de contrôles de l'Etat, c'est la gabegie dans toutes les communes :** la mise en œuvre du contrôle de légalité des actes des collectivités décentralisées est une des conditions de la réussite de la décentralisation, selon le ministre de l'Intérieur et de la Réforme administrative, le général SOJA. Dans le cadre de la décentralisation, le représentant de l'Etat ne peut plus apprécier l'opportunité des actes des collectivités locales. Son contrôle ne porte plus que sur la seule légalité des actes et s'exerce a posteriori. Ce qui exclut toute forme

d'autorisation préalable. Toutefois, *s'agissant des actes budgétaires, pour sauvegarder l'intérêt général, la loi a organisé une procédure particulière donnant au représentant de l'Etat des pouvoirs renforcés*. Ces dispositions ont été rendues nécessaires, compte tenu des *nombreux cas de détournements de deniers publics, devenus la règle dans la majorité des communes*. (D'après Les Nouvelles du 22/09/05)

**L'élite malgache capitule** : les intellectuels malgaches sont-ils lassés, vaincus, résignés, satisfaits, conquis, apprivoisés, sourds et aveugles, réalistes ou simplement affamés? Les intellectuels sont conscients des mille luttes à conduire mais, *le ventre vide, ils n'ont pas la force de mener une bataille*. Ils voudraient crier haut et fort leurs solutions en faveur de la lutte contre la pauvreté mais ils restent sans voix car *ils ne parviennent pas à enrayer leur propre descente aux enfers*. Peu publiés, rarement lus et encore moins écoutés, les intellectuels ont perdu leur verve car ils ont bâti de grandes théories économiques et sociales sans être capables de remplir leur chariot dans une grande surface. Ils ont capitulé car *ils ont honte de percevoir en une vie ce qu'un célèbre laitier gagne en un mois*. Ils sont frustrés jusqu'à la moelle d'être dirigés d'une main de fer par quelqu'un qui ne sait manier ni la plume ni le verbe. Ils se sentent humiliés, non pas parce qu'ils n'ont pas le dernier mot, mais parce qu'ils n'ont pas un mot à dire. (D'après La Gazette du 23/09/05)

### **1.3.3 Fiabilisation des élections, CNOE, HCC**

**Elections présidentielles : le KMF/CNOE s'y prépare**. Les électeurs malgaches se rendront aux urnes vers la fin de l'année prochaine ou au plus tard le premier trimestre de l'année 2007 pour élire le Président de la République. Plus d'uns s'interrogent : *cette nouvelle consultation populaire fera-t-elle encore l'objet d'une contestation de la part des candidats en lice ?* Afin d'éviter une telle crise, le KMF-CNOE (Comité National d'Observation des Elections) se prépare dès maintenant pour des élections justes, transparentes et libres sur l'ensemble du territoire. En partenariat avec la FES (Friedrich Ebert Stiftung), un *atelier d'échanges et de renforcement des capacités des membres du CNOE* se tient actuellement. Il s'agit en particulier de mettre en place une *stratégie d'observation des élections* plus efficace et plus fiable. Reste à savoir si la loi organique du 24 août 2000 portant code électoral facilitera la tâche du CNOE. Durant les présidentielles de 2001, ce code électoral a été vivement critiqué par les opposants au régime RATSIRAKA, car à leurs yeux, ce texte favorise les fraudes électorales. Mais, curieusement, *les dirigeants actuels ne semblent manifester aucune intention réelle d'améliorer ce texte*. La confrontation des procès-verbaux, tant réclamée par les pro-RAVALOMANANA après la proclamation officielle des résultats par la HCC n'est pas encore inscrite dans le code électoral. (D'après Tribune du 02/09/05)

*Le CNOE s'engage pour que les Malgaches de l'étranger puissent voter* : « *Les Malgaches habitant à l'étranger doivent pouvoir participer aux élections présidentielles et aux référendums* ». C'est, entre autres, l'une des réformes que le CNOE (Comité National d'Observation des Elections) souhaite apporter à la législation électorale. Ils le veulent. Ils l'espèrent. Ils l'attendent depuis des années. Les Malgaches de l'étranger veulent voter lors des grands scrutins nationaux à Madagascar, comme la plupart des diasporas des pays développés. Ils ont leur mot à dire sur la conduite des affaires nationales. On l'a vu et entendu lors de la crise 2002. C'est pourquoi le CNOE va militer pour que ce droit civique soit accordé aux « *expats* » malgaches. (D'après Les Nouvelles du 09/09/05)

*En général, les fonctionnaires d'autorité et les élus sont pointés du doigt* tels que les chefs CISCO (Circonscription Scolaire) et les médecins inspecteurs... Ces agents de l'Etat *menacent leurs subalternes* pour qu'ils adhèrent à leur choix. Pire encore, *les véhicules de fonction*, les

voitures de représentation ainsi que des biens publics sont été mis à la disposition du candidat «*officiel*» durant les campagnes. On craint fort que les voitures tout-terrain récemment offertes aux chefs CISCO ne soient utilisées à des fins politiques. De hautes autorités menacent publiquement les petits agents de l'Etat. De peur d'être affectés dans les zones les plus reculées, ces derniers obéissent aux ordres venus d'en haut. Ce sont ces fonctionnaires qui, à leur tour influencent le vote des simples citoyens. Ce sont les instituteurs, les infirmiers et les commandants de brigade de la gendarmerie qui se présentent comme des *faiseurs d'opinion* dans les campagnes, vu le taux d'analphabétisation très élevé et l'ignorance de la population. En réalité, *l'égalité de chance des candidats n'est qu'un vain mot*. Une élection libre, transparente et saine reste encore un combat de longue haleine et demande une volonté politique des dirigeants et l'adhésion de tous. (D'après Tribune du 05/09/05)

**Sonnette d'alarme du député SAINA MICHEL sur le danger d'une HCC inféodée :** échaudé par la crise de 2002, le député tire la sonnette d'alarme sur le danger d'une HCC inféodée à l'exécutif. Pour ce membre du GPR (Groupe Parlementaire pour le Rassemblement), l'actuelle HCC défend trop systématiquement le gouvernement. Dans ces conditions et à l'approche du scrutin présidentiel de 2007, le député croit de son devoir de rappeler que *la crise politique de 2002 avait pour origine une HCC inféodé à l'exécutif*. Redoutant des troubles plus graves qu'en 2002, il préconise la création d'un *organe véritablement indépendant* pour statuer sur les contentieux de l'élection présidentielle. (D'après Les Nouvelles du 03/09/05)

**Parler d'élections est une injure faite à l'histoire et aux Malgaches, selon le vice-président du CRN.** Il s'insurge contre *le dévoiement du politique au profit du spectacle* car pour lui, «*Madagascar est en situation d'urgence et à ce titre, tout doit être fait pour sauver la population*». Il dénonce donc les précipitations des uns à aller aux élections et l'orgueil des autres à ne pas reconnaître leur échec. Son argument s'appuie sur le fait que *les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets*. Autrement dit, «*la constitution actuelle, le code électoral, le mode de scrutin, le CNE ont été à l'origine des événements de 2002. Donc, si nous voulons qu'ils ne se répètent plus, la sagesse veut que tout cela soit changé*». Il invite donc le FFKM et les partis politiques ayant soutenu la *proposition de code électoral* appuyé par le conseil chrétien des églises à se remettre à l'œuvre. Il exhorte par ailleurs *les partenaires étrangers de Madagascar*, «*s'ils étaient sincères quant à leur volonté de sortir ce pays du sous-développement*», à aider le pays à aller dans ce sens. (D'après Midi du 14/09/05)

### **1.3.4 Problèmes fonciers, squatters**

**187.000 dollars de la FAO pour la réalisation du Programme national foncier :** le représentant résident de la FAO, MARTIN SMITH et le ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, HARISON RANDRIARIMANANA ont procédé à la signature du projet «*Appui à la mise en œuvre du Programme national foncier*». Par le biais de cet appui financier d'un montant de 187.000 dollars, la FAO en tant qu'agence d'appui technique du monde rural apporte sa contribution au programme conçu en 2000 et paru en juin 2003 avec comme *objectifs la sécurisation et la maîtrise foncières*. Il va permettre la mise en œuvre de nouveaux guichets fonciers communaux (D'après Les Nouvelles du 02/09/05)

**Des experts réunionnais à la rescousse :** l'administration foncière ne s'en sort pas, et les propriétaires terriens ont souvent du mal à faire valoir leurs droits. Les services domaniaux croulent sous des piles de demandes de titre domaniaux. A tel point que l'Etat a eu recours à des experts réunionnais pour faire un peu le ménage dans le cadre de la lutte pour la sécurité foncière. (D'après Midi du 15/09/05)

A Toamasina, «*les squatters de l'aéroport délogés par la force, mais sans violence*», titrent *Les Nouvelles*, il s'agit d'empêcher que cet aéroport ne soit fermé aux gros porteurs, en raison de la *présence d'habitations dans l'axe des pistes*. Pour Midi, il y a eu résistance de ces squatters avec aussi *des meetings de l'opposition*. On a été «*au bord de l'affrontement*». (D'après RFI du 14/09/05)

## 2 ONU, DIPLOMATIE, COOPERATION FRANCO-MALGACHE

L'ONU fait la force - RAVALOMANANA dépose ses marques et s'engage à s'occuper davantage des enfants avec l'Unicef. Il façonne l'"*image*" de Madagascar auprès de la communauté internationale. A quelques mois de l'élection présidentielle, l'opposition aura fort à faire pour battre le Président sur ce dossier. Et ce, d'autant plus que les relations internationales jouent un rôle important, même dans la conduite des affaires nationales, mondialisation oblige. «*Nous bénéficions déjà d'une certaine image auprès de la communauté internationale. Et nous nous efforcerons de la consolider*», fait valoir le Président RAVALOMANANA à son retour. Effectivement, le voyage présidentiel à New-York permet de mesurer les efforts qu'il a menés sur le plan international depuis trois ans. Le sommet des Nations unies, qui vient de se terminer, lui donne l'occasion d'endosser la robe de l'"*avocat du continent*", avec comme cheval de bataille le "*Plan Marshall pour l'Afrique*". (D'après L'Express du 23/09/05)

L'Etat dans l'impasse, les ambassades dans l'insouciance : les temps sont durs. L'Etat connaît des difficultés financières. Un secret de Polichinelle confirmé notamment par sa décision de pratiquer une amputation budgétaire de 60 milliards Ar en faisant fi des restrictions établies dans la loi des finances 2005. *Cette impasse financière semble épargner les ambassades basées à l'étranger* qui continuent de se tailler une part très importante du budget de l'Etat. En toute logique, l'heure devrait être à la réduction du train de vie. Et les coûts de fonctionnement exorbitants des ambassades et consulats à l'étranger interpellent sur la nécessité d'une *remise en question de leur utilité respectives*. (D'après Les Nouvelles du 05/09/05)

Coopération Armée Malagasy - FAZSOI : le Général CLEMENT-BOLLEE dans nos murs. 3 semaines seulement après sa prise de commandement à la Réunion, le nouveau patron des FAZOI (Forces Armées de la Zone Sud de l'Océan Indien) a choisi la Grande Ile comme destination de sa première visite à l'étranger. Ceci témoigne l'importance qu'il accorde à Madagascar, a déclaré PHILIPPE BOTTRIE, premier conseiller de l'ambassade de France à Madagascar. «*Madagascar est ma priorité*» a souligné le général, conformément aux ordres du président JACQUES CHIRAC dès son retour de sa visite de Madagascar. (D'après Tribune du 07/08/05)

Des exercices interarmées franco-malgaches auront lieu en octobre dans le fief des «*dahalo*» [voleurs de zébus] : la région du Sud de l'Ile a été choisie pour des exercices d'entraînement avec troupes et armes qui ont trait à des *opérations de maintien de la paix*. La première opération, dénommée «*Saphir 2005*» sera bilatérale, franco-malgache et se tiendra du 3 au 14 octobre. Parallèlement, la deuxième opération, «*Ringitra 2005*» qui signifie textuellement déraciner, sera une manœuvre totalement nationale. Il s'agirait de *sécurisation rurale réelle dans les zones rouges* de cette même région sud, très affectée par les «*dahalo*» qui font régner l'insécurité rurale. (D'après Midi du 24/09/05)

**Le groupe d'amitié France-Madagascar de l'Assemblée nationale française effectuera une visite officielle à Antananarivo.** Cette première visite du groupe d'amitié France-Madagascar se déroulera du 2 au 7 octobre 2005, elle s'intègre dans le *processus de développement et d'amélioration des relations entre les parlementaires soutenant la Francophonie*. La délégation sera dirigée par le député-maire de la Réunion RENE PAUL VICTORIA, accompagné de 3 autres députés : JEAN-PAUL DUPRE, CHRISTIAN MENARD et PIERRE CARDO ; issus de l'UMP et du PS. Selon MAMY RAKOTOARIVELO, président du groupe, « cela fait à peu près un an que le groupe de Madagascar s'est mis en place, rassemblant environ une soixantaine de députés ». (D'après Midi et Tribune du 29/09/05)

### **3 TRAITES INTERNATIONAUX, CPI**

**Madagascar renforce son engagement dans la lutte contre le terrorisme.** C'est dans ce sens que le chef d'Etat a signé à New York, la convention sur les immunités juridictionnelles des Etats et de leurs biens et la convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire. Les instruments de ratification de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, du *protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu*, ainsi que le traité d'interdiction complète des essais nucléaires ont également été déposés. (D'après Les Nouvelles du 19/09/05)

#### **Cour Pénale Internationale (CPI) - Statut de Rome : RAVALOMANANA, invité à ratifier !**

Disposant de plus en plus de magistrats siégeant dans les cours internationales, Madagascar est invité à ratifier le Statut de Rome. Appréciés jusque dans les instances onusiennes, les compétences malgaches en matière judiciaire font la fierté du pays. Dans une lettre adressée à MARC RAVALOMANANA, la coalition pour la CPI lance un appel pour ratifier le statut de Rome, qui est à l'origine de l'établissement de cette première cour mondiale. *Madagascar a été l'un des premiers signataires du statut de la CPI en 1998, mais n'a toujours pas ratifié le traité.* Puis, le pays est signataire de l'accord sur les privilèges et les immunités en septembre 2002. Dernièrement, lors de la COI, une position commune sur la CPI a été décidée avec un soutien à la promotion de l'universalité. "Il est important que Madagascar se mette au même diapason que la communauté internationale", a déclaré Me MARIA RAHARINARIVONIRINA, présidente de la section malgache de l'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT), tout en saluant les récentes initiatives du gouvernement en matière de Droits de l'Homme, notamment la ratification de la convention contre la torture en juillet 2004..

**Ratification de la CPI : attente d'une réaction de RAVALOMANANA à New-York.** Interpellé par la Coalition pour la Cour Pénale Internationale (CCPI) à ratifier le Traité de la Cour Pénale Internationale (CPI) ou tout simplement le Traité de Rome, le numéro un Malgache fera, selon nos sources, une déclaration en ce sens lors de son séjour new-yorkais, à l'occasion de sa participation à la célébration du 60ème anniversaire de l'Assemblée générale de l'ONU. (D'après Tribune du 09/09/05)

**Un juge malgache reconduit au Tribunal Pénal International :** l'élection des 27 juges "ad litem" pour l'ex-Yougoslavie, auprès du Tribunal Pénal International s'est déroulée le 24 août, lors de la 116ème séance plénière de l'AG des Nations unies. Ces juges ont été élus sur 31 candidats présentés par le Conseil de Sécurité qui tient compte d'une représentation adéquate des principaux systèmes juridiques du monde. Dans cette course, Madagascar a présenté une candidate en la personne de Mme VONIMBOLANA RASOAZANANY et qui est pour la deuxième fois élus avec 174 voix. (D'après Les Nouvelles du 07/08/05)

## 4 DROITS HUMAINS, INDICATEURS DE DEVELOPPEMENT HUMAIN

**Droits de l'homme : mise en place d'un réseau.** Le réseau des associations et organismes œuvrant dans le domaine de la défense, et de la protection des Droits de l'homme, a été présenté officiellement. Celui-ci porte le nom d'"*Union nationale malgache des droits humains*", et a été érigé suite au premier colloque international sur le thème, qui s'est tenu dans la capitale au mois d'août. **43 associations sont groupées au sein de cette ligue.** Elles auront pour tâches d'informer, et de promouvoir au niveau de la population, les 30 articles qui constituent la Déclaration universelle des Droits de l'homme. Les membres de cette union seront également tenus de suivre de près le *déroulement et l'évolution de la vie politique du pays*. On a souligné qu'ils auront un rôle à jouer dans la *surveillance des élections*, et auront pour devoir d'interpeller le pouvoir public, vis-à-vis de toute forme d'irrégularités qu'elles peuvent remarquer durant le scrutin. Enfin, cette alliance en faveur de *l'application des Droits de l'homme* a pour prochain objectif, la mise en place d'un *observatoire et d'une société civile des droits humains*. (D'après La Gazette du 10/09/05)

**Le tourisme sexuel à Nosy Be dénoncé par des opérateurs :** une lettre de la vice-présidente de l'office du tourisme dénonce le comportement «*tendancieux*» de touristes à Nosy Be, sous la houlette d'un *voyagiste international* réputé, le groupe Tereal, qui convoie à Nosy Be une pléthore de célibataires en quête d'aventures féminines. Cette lettre a été adressée aux autorités et met en cause, par ailleurs, un hôtelier connu et reconnu de la place. *Nosy Be ne se lasse pas de lutter pour que sa destination ne soit plus amalgamée à celle du tourisme sexuel.* Bon nombre de célibataires se rendent à Madagascar pour y vérifier le charme fou que leur confère le cours de l'euro et du dollar ! Il est aussi évident que de gentils organisateurs se chargent d'aider ces individus à concrétiser leurs projets. Il est certain aussi que certains prestataires se plient volontiers au charme rentable de ce commerce pas très équitable. Le scandale révélé par ce courrier n'est certainement pas terminé. Une enquête policière est en cours. (D'après Les Nouvelles du 01/09/05)

**Droit de réponse :** la société Tereal ainsi que ses prestataires de services en France et à Madagascar *démentent toute implication de tourisme sexuel.* Compte tenu du caractère diffamatoire de ces accusations infondées, la société Terreal n'exclut pas de poursuivre l'opérateur touristique de Nosy Be à l'origine de cette campagne de calomnies. (D'après Les Nouvelles du 20/09/05)

**Le chef de l'Etat annonce une loi « très stricte » sur l'exploitation sexuelle des mineurs.** Il met tout particulièrement en garde, les étrangers qui viennent dans la Grande Ile avec de mauvaises intentions. « *Il vaut mieux qu'ils restent chez eux* », a-t-il prévenu. Avant de déclarer haut et fort qu'il s'engagera dans la lutte contre toutes formes d'exploitation sexuelle des mineurs. (D'après Midi du 26/09/05)

**Contentieux sur les adoptions d'enfants malgaches :** le ministre des Affaires étrangères, MARCEL RANJEVA, a révélé que le règlement des dossiers d'adoption d'enfant en suspens *est en bonne voie.* Le comité ad hoc a « ficelé » une bonne partie des dossiers. (D'après La Gazette du 28/09/05)

**Mananara Nord : la vente d'enfants gagnerait du terrain.** Pratiquée au profit des parents défavorisés, la vente d'enfants est *devenue un moyen de subsistance* dans une région située vers Mananara, Maroantsetra et Mandritsara. Selon l'explication du maire, après l'invasion acridienne de l'année dernière, la production agricole de cette année n'étant pas suffisante, le

seul recours des parents est de vendre leurs enfants. Cette pratique a commencé en mars et maintenant elle se développe, *plus de 50 enfants ont déjà été vendus*. Vendeurs et acheteurs sont des malgaches. Si le prix d'un enfant lors des «opérations d'adoption» qui ont été démantelées à Antananarivo est de 5 millions Ar, à Mananara il est de 100.000 Ar. (D'après *Les Nouvelles* du 15/09/05)

**Mariage avec des étrangers : un réseau à Madagascar ?** "Femme, vous qui souhaitez faire un mariage légitime avec un Vazaha (étrangers) ? Nous avons plusieurs Vazaha à vous présenter : beau, riche, gentil...Ils sont prêts pour vous rejoindre à Mada dès la fin du mois, venez vite les trouver ! (...)  
*Photo disponible sur catalogue*". Tel était la teneur de l'annonce faite par une société basée à Madagascar et parue dans un journal de la place. Plus d'uns ont remarqué qu'une telle annonce n'est autre que *l'officialisation d'un réseau de proxénète à Madagascar*. Victimes de la pauvreté qui sévit dans le pays, des jeunes filles malgaches ont choisi de s'exporter en se mariant avec des étrangers. Mais la plupart des jeunes filles malgaches qui ont tenté de s'aventurer dans cette voie, ont subi des *mauvais traitements*. (D'après *Tribune* du 14/09/05)

**La remise en question du droit du sol dans l'outre-mer français :** le ministre de l'Outre-mer, FRANÇOIS BAROIN, a évoqué une possible remise en question du droit du sol pour l'accession à la nationalité française "dans certaines collectivités d'Outre-mer". La "réflexion" du ministre se situe dans le droit fil des orientations données par le ministre de l'Intérieur, NICOLAS SARKOZY. À *La Réunion, les mesures envisagées sont extrêmement choquantes*, du fait que l'île est historiquement une colonie de peuplement : son identité démographique actuelle est le résultat d'une politique *d'immigration volontariste* menée sur près de 3 siècles, pendant lesquels *des liens ont été tissés avec tous les autres peuples de l'océan Indien*. De sorte que les mesures du gouvernement visant à modifier le Code civil et les conditions des *rapprochements familiaux* vont heurter, chez nous, des milliers de familles dont des parents sont à **Madagascar**, à Mayotte ou aux Comores. Le ministre de l'Outre-mer étudierait en particulier la possibilité "de limiter à un délai d'un an après la naissance de l'enfant la période pendant laquelle un Français peut reconnaître un enfant naturel dont la mère est étrangère". Comment allons-nous créer de l'emploi dans des politiques de co-développement, avec *une politique de visa qui va faire de nos îles des sortes de "goulags" juxtaposés ?* (*Témoignages Réunion* du 17/09/05)

**Peine de mort- peine capitale prononcée pour des auteurs d'attaques à mains armées :** la Cour criminelle à condamné à mort l'assassin d'un épicier, intervenu en février 2004, dans le cadre d'un cambriolage. (D'après *L'Express* du 15/09/05)

**Profanation de sépultures et le trafic d'ossements humains :** ces actes prennent de l'ampleur dans la région Sofia. Le mystère reste entier sur ces actes criminels. *On ignore toujours les intentions finales* des profanateurs de tombeaux et la destination des d'ossements. Mais *il semble que cela rapporte*. (D'après *L'Express* du 20/09/05)

**Développement humain - Une progression lente pour Madagascar :** le classement du Rapport mondial sur le développement humain 2005 indique que Madagascar se hisse à la **146ème place sur 177 pays**. "Si l'on prend en compte les composantes de l'IDH comme le revenu mesuré à travers le PIB, le taux d'alphabétisation et de scolarisation, l'espérance de vie, on peut affirmer que *Madagascar a connu une progression sensible, bien que celle-ci soit lente*", souligne un technicien du PNUD. A ce rythme, il est difficile de dire si Madagascar pourra ou non atteindre **les 8 Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) à l'horizon 2015**. *La réduction de moitié de la pauvreté extrême s'avère être la plus utopique*, étant donné que le taux correspondant, estimé à 70 % en 2004, n'a pas connu de régression depuis les

années 90. " Néanmoins, les résultats des dernières enquêtes sont *encourageants*. Il faut même reconnaître que votre pays est dans de bonnes conditions pour atteindre certains objectifs visant à favoriser l'égalité des sexes et à assurer l'éducation primaire pour tous" a-t-il déclaré. (D'après L'Express du 13/09/05)

*Les 18 pays les plus pauvres du monde, soit 460 millions d'habitants, ont régressé par rapport aux indicateurs sortis en 1990. " Ces pays ont peu de chance de réaliser les objectifs du millénaire (OMD)", a déclaré le responsable du bureau du Rapport mondial sur le développement humain au PNUD. Un déclin des conditions de vie dans presque toute l'Afrique sub-saharienne, dont Madagascar, a été constaté. (D'après Tribune du 13/09/05)*

#### **4.1.1 Prisons**

**Améliorer la vie pénitentiaire** : les responsables des 14 prisons du pays ont été réunis pour discuter de plusieurs sujets, dont celui *d'améliorer les récoltes*. Chaque prison possède en effet un lopin de terre destiné à améliorer l'ordinaire et à alléger la charge de la nourriture des prisonniers par le gouvernement. Il a été question de trouver un moyen de *distribuer de l'eau potable* aux détenus, afin d'améliorer leurs conditions de vie. Le directeur de cabinet du ministère de la Justice a fait savoir qu'il procède à la rectification de certains textes afin *d'accélérer le jugement des prisonniers*. (D'après La Gazette du 17/09/05)

**Prisons malgaches : de véritables poudrières**. Les quelque 99 établissements pénitentiaires éparpillés aux quatre coins de la Grande Ile, constituent de véritables poudrières *qui risquent d'exploser à tout moment*, avec les condamnés à des peines de prison à perpétuité qui n'ont plus rien à perdre. Des dangereux criminels qui ne peuvent, faute de moyens, être transférés dans l'une ou l'autre des deux maisons de force que compte le territoire. En l'occurrence, celle de Nosy Lava qui est quasiment fermée et celle de Tsiafahy qui est confrontée à la surpopulation carcérale. Un sureffectif dû en partie, à sa nature de *Goulag malgache*. (D'après Midi du 23/09/05)

**Surpopulation carcérale et droits humains, la mauvaise équation** : C'est connu, Madagascar ne figure pas dans le peloton de tête en matière de droits humains. Les statistiques font état d'un progrès mais notre place sur l'échelle est loin d'être satisfaisante. Parmi les indicateurs qui permettent d'établir une évaluation des pays figure l'environnement carcéral. *Une surpopulation de plus de 100%* est constatée dans les lieux de détention, à titre d'exemple, celui d'Ambositra qui, au lieu d'accueillir moins de 100 personnes, en abrite autour de 400. D'une manière générale, les détenus mangent *une ration de manioc séché une fois par jour*. Le riz est « réservé » aux jours de fête. Ceux qui ont la possibilité de se faire apporter des repas par leur famille le font. Les organismes œuvrant pour la défense des droits des détenus interpellent régulièrement afin de sensibiliser l'opinion comme les gouvernants quant à la nécessité de faire changer la situation. Ceci, incluant tant les volets des *conditions de détention* (infrastructures, santé, etc.) que ceux de la *réinsertion sociale* des détenus une fois qu'ils ont achevé de purger leur peine. Il peut ici, s'agir d'activités telles *l'alphabétisation, la scolarisation des plus jeunes* en vue de se présenter aux examens officiels ou encore de *formation aux métiers*. (D'après Midi du 23/09/05)

**«Stop» à l'exclusion sociale des ex-détenus !** Les droits liés à l'incarcération sont au centre de la grande campagne de sensibilisation menée par l'ACP. Il s'agit particulièrement, pour l'Aumônerie Catholique des Prisons, de mettre fin progressivement à l'exclusion sociale des ex-détenus. Il s'agit *«d'enlever de l'opinion publique»* le préjugé selon lequel : un ex-détenu est un *«coupable à éviter et à rejeter avec sa famille»*. Cette exclusion sociale serait à l'origine de la

récidive. Ceux qui ont fait de la prison ne sont pas obligatoirement des coupables ou des criminels. Et pour cause, sur les 22.000 prisonniers que comptent les 99 établissements pénitenciers du pays, **63% sont des prévenus. La majorité de ces prévenus ont déjà passé plus de 3 ans en prison**, certains même, en ont fait plus de 10 ans. Des efforts ont été quand même entrepris ces dernières années au niveau de la justice puisque le taux de prévenus était auparavant de l'ordre de 70 à 75%. (D'après Midi du 26/09/05)

#### 4.1.2 Insécurité

**Insécurité rime avec analphabétisme** : si le taux d'analphabétisme est très élevé en milieu rural, ce fléau n'est pas négligeable non plus dans les grandes villes, même à Antananarivo. Dans les régions du Sud, le pourcentage **atteint les 90%, contre 38% pour la capitale**. "C'est pourquoi les interventions dans ce domaine ne se limitent pas aux régions éloignées, mais s'étendent dans tout Madagascar", explique MAROLAHY WILLIAM, directeur de l'Alphabétisation et de la promotion des initiatives communautaires. "L'analphabétisme est très développé dans les lieux où l'insécurité règne", précise-t-il. (D'après L'Express du 06/08/05)

**Police nationale : un bon point...** On ne s'en rend pas souvent compte, mais **le grand banditisme a reflué à Tana-Ville** depuis trois ou quatre mois. L'actualité n'est plus agitée par les attaques avec des armes de guerre ou les kidnappings tonitruants. La réaction musclée de la Police nationale n'est pas étrangère à ce nouvel état des choses. Pourquoi maintenant ne pas aligner les unités d'élite de la Police contre les "dahalo", en rase campagne ? **Si la Police nationale parvient à éliminer le grand banditisme rural, elle entrera dans l'Histoire**. (D'après La Gazette du 08/09/05)

## 5 EDUCATION

**Situation alarmante de l'enseignement : 47% de taux de déperdition**. Bien que le ministère ait avancé un **taux net de scolarisation de 93%** l'année dernière contre 77,8% en 2001, le taux de déperdition scolaire est encore en hausse et il n'a cessé d'augmenter ces derniers temps pour atteindre les 47%. Les raisons en seraient l'insuffisance d'enseignants, la pauvreté familiale, les coûts de scolarisation... sans oublier le faible pouvoir d'achat des enseignants. Au total, 160 zones pédagogiques sont jugées vulnérables et nécessitent des efforts particuliers. La qualité de l'enseignement a aussi besoin d'un lifting. Outre l'insuffisance de formation des enseignants, il y a carence des méthodes et des programmes scolaires. (D'après Tribune du 10/09/05)

**Les recrutements dans l'éducation nationale n'intéressent pas les jeunes diplômés** : le ministère de l'Education nationale et de la recherche scientifique vient de procéder à la création de 3500 postes budgétaires afin de pallier le manque d'effectif dans l'enseignement. Malgré le fait que de nombreux diplômés sont en chômage ou occupent une fonction qui n'est pas adéquate avec leur qualification, le recrutement de ces nouveaux agents de l'Etat n'a pas intéressé les jeunes intellectuels malgaches. (D'après Wanadoo.mg du 22/09/05)

## 6 MEDIAS

**Toamasina : du procès de 3 radios à celui du régime**. C'est ce jour que s'ouvre à Toamasina le procès de 3 radios privées accusées d'avoir interviewé 2 opposants **dont les propos ont été jugés tribalistes** par les autorités. Ce procès sera d'autant plus suivi qu'il revêtira forcément un caractère politique à cause d'une part la nature des faits incriminés, et d'autre part, de la

personnalité des propriétaires des stations et des intervenants qui sont des opposants notoires. Dès lors, ce procès serait aussi celui du régime taxé par l'opposition de la museler systématiquement. (D'après La Gazette du 13/09/05)

**Six journaux du Sud, dont "Les Nouvelles", obtiennent l'appui de la Francophonie**, sur la dizaine qui avait présenté un dossier, à l'issue de la 15ème réunion de la commission du Fonds d'appui à la presse francophone (Fap). Les journaux "Bendré", du Burkina Faso, "Haïti en marche", en Haïti, "Les Nouvelles", de Madagascar, "Le Sahel", du Niger, "Le Potentiel", de Côte d'Ivoire, et l'Agence congolaise de presse, à Brazzaville, pourront, grâce à cette contribution, soit acquérir du matériel informatique, du matériel de reportage, équiper leur rédaction, développer un site Internet ou un système de gestion informatisé de leur documentation, ou encore prendre en charge une formation. (D'après Les Nouvelles du 26/09/05)

## 7 SYNDICALISME

**Enseignants du SECES : Toujours privés de salaire...** La solde des 8 enseignants du SECES (Syndicat des Enseignants-Chercheurs) n'a pas encore été rétablie, selon le président de ce syndicat, MIHAMITSY CYRILLE. Il s'agit des 8 leaders de la grève engagée par le SECES lors de la rentrée universitaire de février. 4 (dont MIHAMITSY CYRILLE) enseignant à l'Université d'Antananarivo, les 4 autres étant professeurs à l'Université de Toliara. **La cuisante sanction infligée aux 8 enseignants terrorise leurs pairs du SECES.** Elle est certainement révolue l'époque où les enseignants du SECES modelaient à leur guise le calendrier universitaire avec leurs grèves à répétition. Les étudiants, eux, peuvent respirer car l'année blanche tant redoutée ne figure plus dans les visées de leurs professeurs... (D'après La Gazette du 01/09/05)  
**Le SECES passe à l'offensive : cela fait 8 mois que les 8 membres du SECES n'ont pas reçu leur salaire.** Ils ont reçu leur dernier salaire en février, au moment où de Toliara, le chef de a décidé de procéder à la coupure des salaires des grévistes. « Une situation qui n'a que trop duré », pour le président national du SECES, MIHAMITSY CYRILLE, qui compte bientôt « se lancer dans une vaste offensive si les responsables étatiques ne daignent pas rétablir leurs droits ». (D'après La Gazette du 22/09/05)

**Les enseignants menacent de boycotter la rentrée :** les membres de la Solidarité des Enseignants (FSF) annoncent leur retour en menaçant de compromettre la rentrée scolaire. La FSF a pris de l'ampleur depuis quelques mois, car **de nombreux parents sont convaincus du bien-fondé du mouvement.** Leurs revendications portent sur des problèmes techniques, dont la **dépolitisation de l'enseignement, les salaires et un statut clair des enseignants.** Face à la hausse vertigineuse des fournitures scolaires, la FSF tire la sonnette d'alarme et rappelle que la loi exige que l'enseignement primaire soit gratuit. Ce qui n'est guère le cas aujourd'hui. (D'après L'Express du 05/09/05)

## 8 ECONOMIE

### 8.1 Banque mondiale, FMI, BAD

**Réformes du système financier : beaucoup reste à faire.** Le système financier malgache comprend la Banque centrale, 7 banques commerciales, les institutions de la micro finance et un système des assurances et des pensions et retraites. Des réformes ont été mises en œuvre ces dernières années pour le libéraliser et le rendre plus performant. **La Banque mondiale et le FMI sont en train de finaliser l'évaluation du secteur financier malgache.** Cette évaluation

va permettre d'identifier les faiblesses ou contraintes du secteur financier dans le but d'élaborer un programme d'actions et d'assistance technique visant à améliorer sa performance. Les résultats de cette évaluation seront disponibles avant la fin de l'année 2005. (D'après La Gazette du 12/09/05)

**La BAD entre en lice pour appuyer le secteur privé, une banque de développement en gestation.** La Banque Africaine de Développement va entrer en lice pour les financements directs des entreprises. La nouvelle a été annoncée par LUCIANO BORIN, Directeur du Département du Secteur Privé de la BAD qui a également fait état d'un projet de création d'une banque de développement à Madagascar en vue de soutenir le secteur privé et de réaliser ainsi ses objectifs de promouvoir la croissance des entreprises privées, avec des actions visant à créer un environnement favorable, à renforcer le secteur financier, à construire des infrastructures compétitives, à soutenir le développement des PME. (D'après Midi du 24/09/05)

**L'aide budgétaire prévue d'être allouée par le groupe de la BAD cette année ne sera pas décaissée :** c'est le ministre des Finances qui l'a confirmé. Le ministre s'est voulu rassurant en expliquant que des mesures ont été prises pour éviter l'amputation budgétaire. Mais cette confirmation inquiète les observateurs. Certes, L'UE vient de signer un accord de financement avec Madagascar et en juillet dernier, la Banque mondiale a décidé des financements conséquents. Il n'empêche que cette déclaration conforte les observations des analystes sur un *coup de froid dans les relations de l'île avec ses bailleurs de fonds*, dont la principale raison serait la gestion catastrophique des finances de l'Etat. En matière d'aide au développement, *les bailleurs agissent, en effet, en concertation*. Si la BAD a informé le gouvernement qu'elle ne peut pas allouer l'aide budgétaire promise cette année, elle aurait agité de concert avec les autres partenaires dont le FMI qui a décidé de reporter à l'année prochaine les négociations avec Madagascar pour un nouveau programme. Et quand on sait que c'est le FMI qui a exigé l'enquête sur les réquisitions, l'avenir n'est nullement rose pour MARC RAVALOMANANA. (D'après La Gazette du 08/09/05)

**Retard de décaissement du financement de la BAD :** M. NADJI SAFIR, représentant résident de la BAD a donné des éclaircissements sur le retard du décaissement de l'aide budgétaire de la BAD qui a été considéré comme *un facteur conduisant aux problèmes budgétaires malgaches*. L'élection du président de la BAD a été invoquée à tort comme principale raison du retard dans les décaissements. Ce sont *les règles et les processus de concertation interne de la BAD qui ont conduit au décalage*. Un processus qui se doit d'être respecté. Actuellement, des équipes de la BAD sont à Madagascar pour évaluer les différents critères qui vont permettre de déterminer l'allocation et la nature du financement qui serait octroyé au pays. (D'après Tribune du 24/09/05)

**La Banque mondiale et le FMI ont donné leur feu vert à l'effacement de la dette des pays les plus pauvres :** cette mesure concerne dans un premier temps 40 milliards de dette de 18 pays envers la BM, le FMI et la BAD. 20 autres pays pourraient ensuite en bénéficier. Le principe de cette annulation avait été annoncé en juillet, au sommet du G8, mais ses modalités faisaient encore l'objet de divergences. La première vague d'effacement s'appliquera au Bénin, à la Bolivie, au Burkina Faso, à l'Ethiopie, au Ghana, au Guyana, au Honduras, à Madagascar, au Mali, à la Mauritanie, au Mozambique, au Nicaragua, au Niger, au Rwanda, au Sénégal, à la Tanzanie, à l'Ouganda et à la Zambie. (D'après France 2 du 26/09/05)

Après les plans d'ajustement structurels qui ont souvent conduit à des restrictions sociales drastiques, les heureux bénéficiaires des annulations de dette *doivent désormais affecter les fonds ainsi dégagés à des budgets sociaux (éducation, santé) et à la réduction de la pauvreté. Ils doivent aussi promouvoir des réformes attractives pour les investissements privés.* En retour, les bailleurs de fonds s'engagent à les aider à résister aux vicissitudes extérieures telles que la chute des cours de leurs matières premières d'exportation ou les chocs pétroliers. A ce sujet, le ministre français de l'Economie et des Finances, THIERRY BRETON, observe que, globalement, pour les pays concernés, l'alourdissement de la facture pétrolière équivaut à l'annulation de leur dette multilatérale. (D'après RFI du 26/09/05)

En ce qui concerne Madagascar, le montant concerné par cette initiative des pays riches *reste flou*, faute de chiffres officiels exacts. (D'après L'Express du 27/09/05)

## **8.2 Crise budgétaire, annulations de crédits, « réquisitions »**

**La polémique continue sur les réquisitions illégales.** Les réquisitions illégales effectuées par l'Etat en 2003 et en 2004 d'un montant de 125 milliards Ar continuent à nourrir la polémique dans le microcosme politique et économique. Les analystes ont noté que le Premier ministre tout comme quelques uns de ses ministres sont montés au créneau. Sans récuser totalement la véracité de ces réquisitions, ils affirment qu'elles n'ont rien d'illégal. Notons que les réquisitions permettent de contourner le long processus habituel pour décaisser l'argent au niveau du Trésor public. *Elles ne peuvent se faire qu'en cas d'extrême urgence. Ce qui n'était plus le cas en 2003 et en 2004* puisque le pays était déjà sorti de la crise politique et que les rouages de l'Administration ont fonctionné correctement. *Des opérateurs sont sidérés par ces ponctions massives au niveau du Trésor public*, d'autant que certains d'entre eux voient le paiement de leurs marchés avec l'Etat toujours retardé. (D'après Matera du 01/09/05)

**Le directeur général des dépenses publiques est limogé.** Le gouvernement a décidé de le remplacer. Serait-ce à cause des critiques qui l'accusent d'être trop "loquace" avec la presse au sujet des réquisitions ? Depuis quelques jours, les informations circulent que l'interview accordée par ALEXANDRE RANDRIANASOLO aux médias y est pour quelque chose, d'autant que cela a entraîné l'interdiction à tous les responsables, autres que les ministres, de communiquer avec la presse. Certains observateurs voient dans cette décision gouvernementale une véritable "mesure disciplinaire à l'encontre d'un élément rebelle". D'autres vont jusqu'à qualifier le directeur général d'un "fusible qu'il a fallu faire sauter pour avoir osé tout dire". En tout cas, avec cette décision, beaucoup, dont le milieu de la presse en particulier, *craignent que les informations ne deviennent de plus en plus hermétiques.* La décision du gouvernement d'améliorer son système de communication reste au stade des intentions. (D'après L'Express du 03/09/05)

**Présidence de la République : plus de 1,5 million de dollars pour l'achat d'un hélicoptère ?** Décidément, les acquisitions de la Présidence de la République font toujours jaser. Les commentaires sur l'avion présidentiel «Force One» sont loin de prendre fin et voilà cet achat d'un hélicoptère «Bell model 222» dont la commande est en cours. *Une dépense qui ne figurerait pas dans la loi de finances.* Serait-ce un des hélicos promis pour lutter contre les «dahalo» [voleurs de zébus] ? (D'après Tribune du 07/08/05)

**La PPEP interpelle le Parlement sur les réquisitions :** le Parlement doit réagir. C'est en substance l'appel qu'a lancé la plateforme pour la promotion de l'Etat de droit (PPEP). Revenant sur les réquisitions, la plateforme réclame que soit ouverte une *information*

*judiciaire*, et le cas échéant, une *enquête parlementaire*. L'objectif étant de mettre en jeu la responsabilité de l'exécutif qui, d'après elle, a recouru à cette pratique en dérogeant aux lois et règlements. La PPEd invite également le Parlement à ne pas adopter la loi de finances 2006 tant que les lois de règlement des années précédentes, et en particulier celles de 2003-2004, ne sont pas adoptées. (D'après *Les Nouvelles* du 27/09/05)

### **8.3 Coopération, bailleurs de fonds**

**SOS Villages d'Enfants pénalisée par les taxations et sollicite plus d'appui de l'Etat :** *« nous avons l'impression de mener une mission bancal »*, se lamente la présidente de SOS Villages d'Enfants. L'activité de cette association caritative serait pénalisée dans la mesure où **20% du budget alloué par les 120.000 parrains réguliers français, sont dépensés en taxes diverses dans la construction des villages**. Elle sollicite ainsi plus de soutien de la part de l'Etat. Cette association caritative, présente dans 133 pays du monde, a pour vocation de redonner une famille et un foyer à des enfants orphelins ou abandonnés et les préparer à une vie d'adulte autonome. A Madagascar, 390 enfants vivent dans les trois villages de l'association. (D'après *Midi* du 13/09/05)

**Cyclone Katrina aux Etats-Unis : onde de choc à Madagascar !** Des projets d'intérêt communautaires pilotés par l'Agence de développement américain dans les pays en voie de développement ont connu un ralentissement après le récent passage de Katrina qui a frappé le Sud des Etats-Unis. Les bénéficiaires de ces projets souhaitent une reprise des activités dans les meilleurs délais. *« Quand les Etats-Unis toussent, le monde éternue ! »*. Gendarme du monde et « père Noël » planétaire, les USA délaissent les actions actuellement initiées par cet Etat-continent à travers le monde. (D'après *Tribune* du 22/09/05)

### **8.4 Investissements étrangers, commerce extérieur, tourisme**

**L'entrée en lice du milliardaire chinois HUI CHI MING va donner un nouveau visage au secteur bancaire à Madagascar :** après plusieurs années de tâtonnements, la Compagnie Malgache de Banque (CMB) va connaître d'importants changements. Elle est appelée à jouer un **rôle de premier ordre dans le développement économique de Madagascar**. Suite aux appels répétés de MARC RAVALOMANANA, le Dr HUI CHI MING, avec l'approbation des entreprises membres de Hong Kong General Association of International Investment (HKGAI), a décidé d'investir à Madagascar. Les interventions du groupe du Dr HUI CHI MING se feront sur le long terme et comprendront plusieurs volets. Les relations entre Madagascar et Hong Kong sont appelées à un bel avenir. (D'après *Midi* du 06/09/05)

**Une équipe de la Banque de développement sud-africaine a rencontré le Président de la République :** ces opérateurs, représentés par LEWIS MUSASIKE, ont rencontré le Président de la République, en présence de l'ambassadeur de Madagascar en Afrique du sud. Cette rencontre *entre dans le cadre de la coopération régionale SADC*. D'après M. LEWIS MUSASIKE, la DBSA est installée actuellement au Mozambique, au Botswana et en Tanzanie. *« Nous comptons nous installer à Madagascar mais en attendant, nous sommes en prospect »*. D'après celui-ci, *« l'installation à Madagascar ne devrait pas poser de problème. D'ailleurs, le gouvernement malgache s'est efforcé d'arranger un environnement pour attirer les investisseurs »*. (D'après *Les Nouvelles* du 06/09/05)

**L'opération importation de vaches laitières ira jusqu'à 20 000 têtes :** le développement de la filière lait est un projet qui tient à cœur au gouvernement. Le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche a annoncé que l'opération consistant à importer des vaches laitières originaires de Nouvelle Zélande se poursuivra. Il a déclaré que l'opération serait terminée lorsque 20 000 têtes de vaches auront été introduites à Madagascar. Lors de la première vague de 900 têtes de vaches introduites en terre malgache, le ministre avait indiqué qu'un peu moins de 500 vaches ont été achetées par la société Tiko auprès de l'entreprise néo-zélandaise importatrice et le reste avait été repris par le ministère lui-même, pour *les revendre par lot de 20 et les placer sur des terrains de 40 ha mis à disposition de l'investisseur*. Un appel à manifestation d'intérêt pour la *construction de ranchs* sur des lots de terrain a été lancé. Il faut savoir que les races de vaches qu'exploitent les paysans du pays produisent environ *5 litres de lait par jour*. (D'après Midi du 10/09/05)

**Transport ferroviaire - Madarail victime de vols de rails, exportés en fraude :** « *Nous sommes consternés devant ces actes de vandalisme !* ». Ainsi s'est récrié le DG adjoint de Madarail. Depuis un certain temps, les rails, les traverses et autres matériels sont dérobés. "*L'axe Antananarivo-Côte-est est le plus exposé aux vols*", précise le DG adjoint. Outre le fait que ce sont des biens publics, ces déprédations nuisent aussi à la bonne marche des activités de la société. La situation est d'autant plus grave que, comme croit savoir PATRICK STEVENAERT, les objets volés sont *exportés puis réexpédiés au pays sous forme de fers ronds*. (D'après L'Express du 10/09/05)

**Service des mines : berné par les Sri-Lankais** qui transfèrent d'un site à l'autre leurs sièges (dits "*shops*"), et qui cachent ou maquillent le volume des pierres précieuses qu'ils achètent et envoient à l'étranger. A la suite de quoi, ils ne paient pratiquement rien au fisc, au service des Mines et aux *Fokontany*. Ni redevances, ni impôts et droits. *Si les Sri-lankais, les Thaïlandais et les Africains affluent en nombre à Madagascar* pour acheter et exporter des pierres, c'est qu'ils retirent de ce négoce des profits juteux. (D'après La Gazette du 14/09/05)

**Exploitation minière : découverte de cuivre et de platine à Madagascar.** Après les gisements d'ilménite de Fort-Dauphin dont l'exploitation vient d'être entamée par la QMM et le gisement de nickel et cobalt à Moramanga en phase d'étude de lancement par la firme Dynatec, un autre site regorgeant de ressources minières importantes vient d'être découvert. Si la faisabilité de cette exploitation se concrétise, *l'exploitation minière deviendrait un secteur très important à Madagascar*. En effet, l'exploitation de l'ilménite à Fort-Dauphin constituait déjà à lui seul le plus important *investissement jamais réalisé à Madagascar* avec plus de 775 millions de dollars d'investissement. (D'après La Gazette du 12/09/05)

**La réforme régime du sucre proposé par l'UE fera perdre 300 millions d'euros aux pays ACP** entre 2006 et 2010, dont 260 millions pour Maurice, dont l'ambassadeur a jugé dérisoire le montant de 40 millions d'euros prévu par le Plan d'action de l'Union européenne pour compenser les pertes. La réforme prévoit d'appliquer à partir de janvier 2006, progressivement jusqu'en 2007, *une baisse de 39% du prix du sucre sur le marché européen*. Actuellement les pays ACP, exportent vers l'Union européenne 1,3 milliard de t de sucre par an, à un prix garanti. Selon LOUIS MICHEL, Commissaire européen au développement et à l'aide humanitaire, le préjudice causée par la réforme sera limité, parce que *le sucre ACP coûtera encore deux fois plus cher en Europe que sur le marché mondial*. Les pays ACP signataires du Protocole sucre de l'Accord de Cotonou, sont l'Ile Maurice, la Côte d'Ivoire, le Kenya, **Madagascar**, le Malawi, la RDC, le Swaziland, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe. A l'exception de Maurice, tous ces pays appartiennent à la catégorie des Pays

les moins avancés (PMA), éligibles à l'Initiative Tout sauf les armes (TSA). (D'après AngolaPress du 21/09/05)

**Rapport de la Banque mondiale sur les facilités d'investissement : Madagascar parmi les derniers.** Le tout dernier n'est pas très flatteur. Ce n'est pas ce document qui incitera les investisseurs étrangers à s'engager chez nous. Pourtant en matière de risques liés à la situation politique, l'île a bénéficié d'un satisfecit de la COFACE. Classé dans la classe D, celle qui regroupe les pays à risques très élevés en matière d'investissements, la Grande Ile avait été en janvier dernier, reclassée en C. Dans tous les compartiments, *Madagascar est créditée d'une note médiocre et végète dans les profondeurs du tableau.* Sur 155 pays classés, l'île est rangée dans le dernier tiers du peloton pour 5 critères sur 6. Madagascar a augmenté le capital initial requis pour la création d'une entreprise, le portant à 5.350 dollars EU, soit 25 fois le revenu annuel moyen. (D'après La Gazette du 15/09/05)

Ce qui est, par contre relativement encourageant dans le domaine des investissements à Madagascar, c'est que *les investisseurs des pays non européens s'intéressent visiblement au pays.* C'est le cas notamment des Chinois qui font une offensive de charme avec notamment l'unité de broyage de ciment par Maloci et la prise de participation majoritaire dans la Compagnie Malgache de Banque. Il faut reconnaître qu'il y a une *nette différence de conception entre les investisseurs européens et asiatiques.* (D'après Midi du 16/09/05)

**Tourisme : les acteurs de la filière ont lancé le défi d'accroître de 20 % le taux d'affluence des touristes au cours des prochaines années.** Le gouvernement, les hôteliers, les voyageurs et les bailleurs de fonds procèdent à un vaste programme de relance du secteur. Des actions de promotion en même temps qu'une amélioration de l'environnement hôtelier sont entreprises. Les infrastructures existantes ne sont plus suffisantes, aussi bien qualitativement que quantitativement, pour faire face à un éventuel boom du tourisme. *L'objectif consiste à amener plus 500 000 touristes en 2007 et 700 000 en 2010.* Les rentrées de devises rapportées par le secteur s'élèveront alors à près de 900 millions d'euros. Le premier trimestre enregistre une *augmentation de 22 % du nombre d'entrées de touristes par rapport à la période correspondante de 2004.* (D'après L'Express du 16/09/05)

## 8.5 Zones franches

**Fermeture des zones franches textiles : perte de 5 000 emplois.** Le ministre de la Fonction publique, du Travail et des Lois sociales, JEAN THEODORE RANJIVASON, laisse entendre que 4 zones franches textiles (ZFT) viennent de fermer. Et ce, à cause du démantèlement de l'accord multifibre. Un certain nombre d'investisseurs se sont délocalisés pour implanter leur usine ailleurs à la recherche d'une main-d'œuvre à bon marché. A cet effet, plus de 5 000 personnes ont donc perdu leur travail. L'ouverture de quelques nouvelles zones ne résout qu'à moitié le problème du chômage. Ces nouveaux chômeurs ont des enfants à scolariser et des familles à nourrir. Les questions qui se posent sont : que vont-ils faire pour subvenir à leurs besoins ? Les femmes vont-elles grossir les rangs des travailleuses du sexe et les hommes, des cambrioleurs ? Cependant, il ne faut pas oublier que *les conditions de travail et la protection sociale dans les ZFT* (toujours ouvertes) méritent d'être revues et corrigées. (D'après La Gazette du 03/09/05)

**La conjoncture économique internationale continue de frapper des secteurs d'activité à Madagascar. Des entreprises menacées par le départ progressif de GAP.** Le géant américain du prêt-à-porter opère actuellement un repli progressif. En termes de qualité, les entreprises franches malgaches montrent de la compétitivité par rapport à celles des autres

pays mais leur problème se situerait au niveau de *la rapidité de l'envoi des commandes*. Il faut à une entreprise franche malgache plusieurs mois avant que les produits n'arrivent dans les magasins GAP. Une fois les commandes passées, l'entreprise fait ses commandes *d'intrants importés* dont l'acheminement vers le port de Toamasina prend encore plusieurs semaines. L'exportation des produits finis se fait dans des conditions de délai qui ne sont pas les meilleures compte tenu de la *pénurie en fret* qui a cours actuellement notamment sur les petites destinations comme Toamasina. En termes de délai, Madagascar est donc distancé de très loin par les Chinois, dont la fourniture d'intrants ne pose pas de problèmes. Il est maintenant temps de penser à des stratégies de sauvegarde de la filière. *Domage que les Américains si exigeants en matière de défense des droits de l'homme, ne pensent pas aux nombreux Malgaches qui grossiront le nombre des pauvres puisqu'ils vont perdre leur emploi. Cela aussi, c'est une atteinte aux droits humains.* ». (D'après Midi du 29/09/05)

## **8.6 Crise du riz**

**22 000 t de riz inondent le marché : aucune pénurie ne devrait survenir pendant la période de soudure.** Une accalmie en perspective. La société Magro annonce l'arrivée de 22 000 t de riz et qui seront vendues dans ses agences éparpillées dans toute l'île. Ces derniers temps, et ce malgré la confiance affichée par le ministre du Commerce, *les hausses successives enregistrées sur le marché faisaient naître l'inquiétude chez les consommateurs*. Le souvenir de la crise de l'année dernière reste encore dans les esprits. Cette vente de riz n'est soumise à aucune condition, aucun quota ne sera imposé aux acheteurs. *Malgré cela, le riz local se raréfie sur le marché*. Les autorités invoquent une *rétention de stocks de la part de spéculateurs*. L'importation constitue, encore une fois, la seule issue. On estime *un besoin de 200 000 t pour stabiliser le marché*. (D'après L'Express du 06/09/05)

**La période de soudure impose l'importation de riz. L'Etat s'en désengage, en laissant les privés agir selon leur gré :** c'est confirmé. L'Etat n'importera plus de riz. Il en laisse le soin aux opérateurs privés, qu'il incite à y investir pour assurer la prochaine période de soudure. Le gouvernement laisse ainsi les privés libres de prendre des initiatives. Il n'interviendra pas sur les prix. Le ministre de l'agriculture a précisé: *"Le riz est livré à la seule logique du marché. Le prix est dicté par la loi de l'offre et de la demande". Il n'y aura donc plus de "subvention"*. Le ministre a lancé que *"L'intervention de l'Etat perturbe le marché. C'est le cours mondial qui dictera ce dernier"*. L'annonce du désengagement de l'Etat relancera les spéculations. (D'après L'Express du 10/09/05)

**Les prix devraient rester abordables.** Avec un stock suffisant pour la prochaine période de soudure, les prix du riz ne devraient pas grimper au plus haut contrairement à ce qui s'est passé en 2004. Mieux, le pays peut déjà penser à l'exportation. Des cargaisons de 110.000 t seront débarquées à Madagascar jusqu'en décembre prochain. Les estimations des besoins en importation sont de 175.000 à 225.000 jusqu'à la fin mars 2006. De janvier à mai 2005, le pays a déjà importé dans les 160.000 tonnes. *Le pays peut même envisager l'exportation à moyen terme* vers la côte ouest et donc vers l'Afrique. En effet, le continent importe dans les 2 millions de t par an dont 500.000 t sont fournies par l'Egypte. Les importations de l'Afrique du sud à elle seule se chiffrent à 800.000 t par an. Mais il faut améliorer la qualité et afficher des prix compétitifs. (D'après La Gazette du 28/09/05)

## 8.7 Problèmes énergétiques et crise de la Jirama

**Les délestages se prolongent :** contrairement à ce que l'on avait annoncé, la fin des délestages n'est pas encore pour ce mois de septembre. Au contraire, la situation s'aggrave dans certains quartiers. « *Le problème ne se situe plus au niveau de l'approvisionnement en carburant, ni au niveau de nos relations avec les fournisseurs, mais au niveau des puissances qui sont largement en dessous de la demande* ». Il s'agit du fameux *délestage économique* dû à l'insuffisance des moyens de production de la Jirama. Un problème supplémentaire pourrait survenir avec l'approche de la saison sèche qui entraînera une diminution des débits d'eau dans les grands barrages. Par ailleurs, la Jirama continue d'endurer des *problèmes de trésorerie* : « *Il y a encore beaucoup de charges auxquelles la société ne peut pas encore faire face* ». (D'après Midi du 13/09/05)

**Le délestage persiste et signe - les coupures deviennent plus longues :** même si la trésorerie de la Jirama s'améliore, la situation empire. La période sèche n'est encore qu'à son début. La saison des pluies n'arrivera que dans trois mois. D'après les techniciens, il faudra une puissance supplémentaire d'au moins 40 MW pour pouvoir stabiliser la situation. Une mission impossible dans le contexte actuel. Parallèlement, *le plan de redressement soumis au gouvernement par Lahmeyer international demeure sans suite*. Des informations circulent qu'un blocage subsiste avec une *nouvelle hausse des tarifs envisagée* par les dirigeants de la société. Un autre trou noir en perspective. "Le manque d'eau en cette saison n'est pas un fait nouveau. Jamais, on n'a assisté à un tel impact dans l'approvisionnement en électricité", constatent les observateurs. (D'après L'Express du 22/09/05)

**La Jirama est accusée de déléster la croissance :** le ministre de l'Economie annonce que le taux de croissance économique d'au moins 7% ne sera pas atteint cette année. Et pour lui, ce sont les délestages de la Jirama qui doivent s'en attribuer la paternité. "*Les délestages ont réduit le taux de croissance économique de 0,3 à 0,5 point*", allègue-t-il. Et d'ajouter : "*la croissance économique sera néanmoins de l'ordre de 5 à 6%*" (le taux de croissance du PIB enregistré l'année passée était de 5,3%). Mais la situation s'explique aussi par la flambée des cours du pétrole, les problèmes de compétitivité de nos exportations, le manque de dynamisme du secteur privé, un environnement non propice à la pratique des affaires, l'inflation, la mauvaise gestion des finances publiques. (D'après Les Nouvelles du 27/09/05)

## 8.8 Intégration régionale, COI

**Forum des îles : opportunités d'investissement.** SIMON RAKOTONDRAHOVA, président de la chambre de Commerce de Tananarive a annoncé que le premier forum économique des îles de l'océan Indien se tiendra dans sa ville les 26 et 27 octobre. Cet événement s'organisera autour de deux thèmes : *les enjeux de l'intégration des pays de la zone et les opportunités d'investissements*. Ses promoteurs espèrent aboutir à la signature de dix contrats de partenariat entre les entreprises participantes. La seconde édition de ce forum pourrait se tenir l'an prochain à la Réunion. (D'après Tribune du 01/09/05)

Si l'intégration de Grande île au sein de l'OMC n'a pas été bien préparé, l'intégration au sein de la COI semble être plus réfléchi. L'intégration régionale de Madagascar dans les différentes zones économiques est *un facteur de développement économique*. Cependant, pour tirer le maximum d'avantages possibles, il faut une *bonne préparation*. C'est dans ce cadre que la première édition du forum économique des îles constitue un outil fondamental

pour renforcer l'intégration au sein de la zone de l'Océan Indien. (D'après Tribune du 24/09/05)

**Madagascar/Maurice : coopération renforcée mais les problèmes de cadastre constituent un frein :** les autorités malgaches essaient de donner un nouveau souffle à ce partenariat. La conjoncture appelle à la coopération entre voisins et les institutions internationales, telles que la Banque mondiale et le FMI, l'encouragent. Les deux pays ont tout à gagner à exploiter leur complémentarité. Maurice est *notre troisième partenaire* et les autorités malgaches veulent entretenir et stimuler cet intérêt. D'autant que maintenant *les deux îles font partie de trois organisations d'intégration régionale* (la COI, le COMESA et le SADC). Les deux parties veulent affronter ensemble le marché commun de l'Afrique australe. Cependant, si les entrepreneurs mauriciens sont partis à la conquête des terres malgaches, leurs efforts n'ont pas toujours été couronnés de succès en raison des problèmes fonciers et de cadastre. (D'après Midi du 26/09/05)

Les entrepreneurs mauriciens sont sollicités dans deux domaines en particulier, à savoir l'agriculture et le tourisme. Madagascar est déjà une importante source d'approvisionnement en produits de mer pour Maurice. (D'après L'Express du 26/09/05)

**Madagascar relié à 16 pays par un câble sous-marin d'ici 2007 :** la pose d'un câble sous-marin en fibres optiques reliant 17 pays d'Afrique de l'Est débutera l'année prochaine pour un coût de 230 millions de dollars. Il s'agit d'un câble de 9.900 Km qui doit relier, d'ici mi-2007, les pays côtiers entre Durban, en Afrique du sud, et le Soudan. Ces pays vont bénéficier de *services de communication améliorés et de frais de communication plus bas*. Les pays bénéficiaires sont : **Madagascar**, Botswana, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Lesotho, Malawi, Mozambique, Rwanda, Somalie, Afrique du sud, Soudan, Tanzanie, Ouganda, Zambie, et Zimbabwe. Le câble sera posé par un robot sous-marin à une profondeur de 2.500 mètres. (D'après Les Nouvelles du 05/09/05)

## **8.9 Développement, situation économique, conjoncture**

**MOXE RAMANDIMBILAHATRA explique la vision économique du gouvernement :** le conseiller spécial auprès de la Présidence monte au créneau pour expliquer la vision économique du gouvernement. Face à la presse, le *projet Pôle Intégré de Croissance (PIC)* lui a, pour l'occasion, servi de cheval de bataille. Madagascar vient de recevoir un *financement de la Banque mondiale* pour sa mise en œuvre. Estimé à plus de 300 millions de dollars, le projet PIC est considéré comme *l'une des plus ambitieuses entreprises du régime*. Les enjeux sont de taille, car c'est le développement du pays qui est en jeu. *Tous les secteurs porteurs de l'économie sont concernés.* "Le tourisme, la pêche, l'industrie et les mines seront les principaux secteurs à dynamiser", a expliqué le conseiller du Président de la République. (D'après L'Express du 06/09/05)

**MARC RAVALOMANANA annonce l'appel à deux experts de l'Université américaine de Harvard.** Un Américain et un Cambodgien qui, selon le Président RAVALOMANANA, vont voir de près la situation économique qui prévaut réellement. Il est utile selon le Président de connaître l'avis d'experts étrangers. *Une manière de dire que l'opinion de certains politiciens et observateurs n'est pas toujours conforme à la réalité de l'économie nationale.* Une économie nationale dont le développement sera dorénavant basé sur le secteur privé. On attend avec impatience les résultats des analyses de ces personnes venues de très loin. Tout comme l'on attend de savoir combien de millions de dollars seront dépensés pour les prestations de ces prestigieux experts, nouveaux collaborateurs du régime. Ce d'autant plus qu'ils ne sont pas les premiers. Il reste à espérer qu'avec l'intervention de ces techniciens, la

situation de pauvreté de l'énorme majorité des Malgaches, que l'on constate quotidiennement sur le terrain, sans que l'on ait besoin de faire des études approfondies, prenne fin rapidement. Et croire tout simplement au souhait présidentiel de voir Madagascar, doté des mêmes performances que Singapour. (D'après Midi du 02/09/05)

Le premier Conseil des ministres après les vacances a été saisi par le chef de l'Etat pour présenter ces 2 experts de l'Université de Harvard. L'intervention de ces personnalités, annonçant une belle performance de l'équipe dirigeante, a été largement rapportée par les médias. Il s'agit d'une nouvelle opération *d'autosatisfaction* de nos dirigeants face aux difficultés de la majorité. *Le régime actuel a toujours tendance à faire appel aux ressortissants étrangers pour séduire la population locale.* (D'après Tribune du 05/09/05)

**Salaires de misère !** Le ministre OLIVIER DONNAT ANDRIAMAHEFAPARANY vient d'annoncer que *l'Etat "interviendra" quand le prix du baril de pétrole atteindra un seuil insupportable.* Sans dévoiler les tenants et aboutissants des mesures que le gouvernement pense mettre en œuvre, le laisse entendre que l'Etat est en mesure de contrecarrer (à sa façon) les effets de l'inflation internationale. Est-ce que l'Etat ira jusqu'à *subventionner les hydrocarbures ?* Alors, pourquoi ne pas penser au *relèvement du salaire minimum ?* Force est de constater qu'à ce rythme effréné d'inflation généralisée, *les travailleurs malgaches finiront par se révolter* contre des salaires misérables. (D'après Tribune du 01/09/05)

**Madagascar avance ! Le Smig se situe désormais à 30 litres d'essence.** (D'après La Gazette du 28/09/05)

« *Les militaires ont faim* », dixit RAVALOMANANA : une grande première ! Le Président de la République, en visite de travail à Toamasina, a déclaré publiquement que les militaires malgaches ont faim. Et d'ajouter que *les éléments des forces armées sont malingres et sous-alimentés.* Du coup, le chef de l'Etat a décidé d'offrir gratuitement 5 tonnes de riz blanc aux militaires, aux gendarmes et aux policiers. Il a donné l'ordre au responsable local de sa société Magro de livrer ce riz le plus tôt possible. Des hommes en uniformes présents sur les lieux n'ont pas caché leur déception devant cette décision. Pourquoi, n'a-t-il pas augmenté nos salaires s'il pense que l'armée est frappée par le «keré» ? s'interrogent-ils. Cette aide alimentaire aux militaires pourrait-elle calmer les esprits ou tout au contraire, *va-t-elle rallumer les dissensions au sein des forces armées ?* (D'après Tribune du 24/09/05)

**Madagascar continue à plonger dans la misère :** en 2001/2002, le salaire minimum a approché les 40.000 Ar, et cette somme permettait de s'acheter plus de 130 kg de riz. Aujourd'hui, le salaire minimum à **52.000 Ar permet à peine de d'acheter 52 kg de riz.** Or, la vie quotidienne n'est pas que nourriture, il y a la santé, la scolarisation des enfants... Cette année, l'on doit s'attendre à une nette *diminution du taux de scolarisation à cause de la cherté des frais scolaires.* La dégradation de la situation économique est telle qu'en 2001/2002, Madagascar était dans les 17 pays les plus pauvres en termes de PIB par habitant. Actuellement, il *se trouve certainement en queue de peloton.* La situation n'est pas près d'évoluer dans le bon sens. (D'après La Gazette du 12/09/05)

**Emeutes de la faim aux Comores : Madagascar contaminé ?** Les observateurs suivent avec inquiétude le développement de la situation aux Comores. Après le brusque relèvement de 40% du tarif du carburant, la population de Moroni est descendue dans la rue, érigeant des barricades, s'adonnant à des pillages et incendiant des bâtiments. Le tumulte a dépassé les rivages des Comores car les troupes ont réagi de façon musclée, tirant à balles réelles sur la foule. Bilan : un mort et une quinzaine de blessés. Les troubles pourraient reprendre. Ces

événements inquiètent car ils pourraient contaminer Madagascar. (D'après La Gazette du 26/09/05)

**Démographie - Pas de statistiques fiables sur la population** : la durée de validité de ces données est limitée à 10 ans, selon VICTOR RAKOTO, responsable de la population auprès du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) à Madagascar. Or le dernier recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) a été effectué en 1993. Tous les chiffres utilisés actuellement ne sont que des projections faites à partir de ces données et, de ce fait, ne sont plus fiables. "L'UNFPA a déjà averti de la gravité de la situation pour rappeler la nécessité d'un nouveau RGPH", précise VICTOR RAKOTO. « Il s'agit d'une priorité si l'on veut réellement développer le pays ». Mais le gouvernement hésite à mettre en œuvre ce recensement qui aurait dû se tenir en 2003. La crise politique traversée par le pays, pourrait l'expliquer. Un décret prévoyait bien la tenue de ce recensement en 2005, mais si la préparation a déjà commencé, il est reporté au mieux à 2006. Ce report serait dû à des *difficultés de financement*. Jusqu'ici, l'UNFPA est le seul bailleur de fonds qui y a contribué, outre la coopération française qui a apporté une assistance technique. (D'après L'Express du 27/09/05)

**Madagascar et le Zimbabwe ferment la marche des 117 pays classés par le Forum économique mondial sur le critère de leur compétitivité**. C'est la Finlande qui possède l'économie la plus compétitive et cela pour la 4ème année consécutive. Ce pays allie à une excellente gestion macroéconomique des institutions publiques de qualité. Au deuxième rang, les Etats-Unis conservent leur suprématie technologique, mais sont critiqués pour leur énorme dette et leur manque de sécurité sur le plan juridique. Premiers en Asie, Taïwan et Singapour occupent respectivement les 5ème et 6ème places. La Chine et l'Inde ne pointent qu'aux 49ème et 50ème rangs. Les deux pays accusent encore de graves faiblesses au niveau institutionnel, soulignent les auteurs de l'étude. Parmi les pays d'Amérique du sud, le Mexique, le Brésil et le Venezuela enregistrent un recul. Si la plupart des pays d'Afrique subsaharienne accusent un certain retard, l'Afrique du Sud, le Botswana, l'Ile Maurice et le Ghana montrent de belles réussites. Madagascar (109ème place) et le Zimbabwe (117ème rang) en revanche reculent encore dans les profondeurs du classement. (D'après AP du 28/09/05)

## 9 MENACES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA BIODIVERSITE

**Environnement - Les conventions internationales seront appliquées** : le gouvernement s'attelle à la *concrétisation de son engagement vis-à-vis des 11 conventions internationales* relatives à l'Environnement qu'il a ratifiées, entre autres, celle sur la diversité, sur le changement climatique, sur la lutte contre la désertification et sur les déversements d'hydrocarbures en mer. (D'après L'Express du 20/09/05)

**Le gouvernement cherche des fonds pour appliquer les conventions** : la protection de l'environnement est prise de plus en plus au sérieux. Le gouvernement compte en effet solliciter le soutien financier des bailleurs de fonds internationaux *dans le renforcement de ses capacités en matière de gestion de l'environnement*. Ainsi, le ministère de l'Environnement, des eaux et forêts vient de réaliser un document sous forme de projet pour appuyer sa requête. Intitulé "Auto-évaluation nationale des capacités à renforcer pour la gestion de l'environnement à Madagascar", ce dossier sera transmis au secrétariat du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM). (D'après L'Express du 09/09/05)

## 10 SANTE PUBLIQUE

**SIDA :** quelque 6000 tradipraticiens sont actuellement recensés à travers le pays. Certains d'entre eux ont mené des recherches sur cette maladie. La médecine traditionnelle tient une place prépondérante dans la société malgache. Plus de 80% de la population y ont recours et se fient totalement aux tradipraticiens. Ce rôle potentiel de la médecine traditionnelle dans les systèmes et services de santé (promotion, diagnostic, traitement et prévention des maladies) est d'ailleurs confirmé par l'autorité sanitaire internationale qu'est l'OMS. Cette confiance de la population en la médecine traditionnelle est à l'origine de *la décision de cette organisation mondiale et des pays africains, dont Madagascar, d'associer les tradipraticiens à la lutte contre la pandémie.* (D'après Midi du 01/09/05)

**Le duo virus VIH et bacille de Koch forment une association mortelle :** 25.000 nouveaux cas annuels de tuberculose sont recensés à travers le pays. Avec la stratégie DOTS (une association d'antibiotiques), cette maladie se soigne parfaitement. Toutefois, le traitement doit être suivi au minimum 6 mois (et jusqu'à 2 ans). *Un traitement incomplet ou mal suivi est pire qu'aucun traitement.* De ce fait, le taux de guérison de la tuberculose n'est que de 85%. Mais une récente enquête révèle qu'*«une grande majorité des tuberculeux sont également séropositifs* », et *la co-infection tuberculose-VIH/Sida gagne donc du terrain à Madagascar.* Le pays ferait ainsi partie de ceux où *«dans le Continent des mesures d'urgence extraordinaires devraient ainsi être prises pour endiguer l'épidémie de tuberculose* », comme l'a recommandé l'OMS. *Le duo virus VIH et bacille de Koch forment, en effet, une association mortelle, chacun de ces deux agents infectieux aidant la progression de l'autre.* La tuberculose est, d'ailleurs, la cause principale des décès des malades du Sida. (D'après Midi du 08/09/05)

**Le paludisme figure encore parmi les principales causes de mortalité à Madagascar.** Les dernières statistiques, qui datent de 2000, font état de *1,4 million de cas suspects par an*, avec un *taux de mortalité de 9 %*. Un malade sur quatre y succombe. De fait, *135.000 personnes meurent du paludisme par an*. Ces chiffres s'expliquent par le fait que 95 % du territoire malgache et 90% de la population sont exposés à la transmission permanente ou saisonnière du paludisme. (D'après L'Express du 20/09/05)

**Création d'un Office national de lutte antitabac,** conformément aux dispositions de la Convention cadre de l'OMS. L'application de cette Convention est déjà effective dans tous les établissements publics au niveau national. L'objectif est de protéger les générations futures des effets néfastes de l'exposition à la fumée du tabac à la santé, à l'environnement, à l'économie. Cette disposition offrira ainsi un cadre pour la mise en œuvre des mesures de lutte antitabac au niveau national et régional. (D'après Les Nouvelles du 03/09/05)

**Carences alimentaires : la viande se fait rare dans l'alimentation des malgaches.** Pour bon nombre de familles, la viande devient une denrée rare, alors que les étals des boucheries en rengorgent. C'est la conjoncture actuelle. Avec un pouvoir d'achat très bas, la consommation de la viande est rationnée. Avec le pouvoir d'achat actuel et la hausse de tous les produits, allant des PPN au riz, les difficultés se font sentir au niveau des ménages. Le pire, c'est le *manque de calories dans les aliments consommés*, outre la viande. Les aliments secondaires n'offrent pas trop de vitamines et d'éléments riches en *protéines*. (D'après Tribune du 01/09/05)

**La carence en vitamine A touche 42% des enfants et 29% des femmes.** Il a été établi que dans 54% des cas la mortalité infantile sont liés à la malnutrition. Les données disponibles montrent que la carence en vitamine A constitue un problème de santé publique. 42% des enfants et 29% des femmes sont carencés en vitamine A, d'où la nécessité de renforcer urgemment la lutte contre ce fléau. La lutte contre cette carence figure dans les priorités de la politique nationale du ministère de la Santé et du planning familial. (D'après *Les Nouvelles* du 03/09/05)

**La malnutrition réduit la productivité de 20% :** en 1993, 59% de Malgaches étaient affectés par la pauvreté alimentaire. La situation s'est aggravée. *En 2002, ce taux est monté à 75%.* L'inflation n'arrange rien. Selon le BIT, une alimentation inadaptée peut coûter jusqu'à 20% de la productivité des travailleurs. Des responsables en zone franche constatent que ces derniers mois, bon nombre d'ouvriers ont *du mal à se concentrer dans leur travail.* « Ils ont des problèmes financiers malgré un salaire relativement confortable par rapport à d'autres secteurs. L'inflation érode leur pouvoir d'achat et le budget pour l'alimentation diminue, surtout avec la rentrée scolaire. Ce n'est donc pas étonnant s'il est de plus en plus difficile d'obtenir un bon rendement. Il arrive que sur 5.000 pièces de vêtements réalisés par les ouvriers, la moitié comporte des défauts et c'est autant de perte de temps et d'argent pour l'entreprise ». Le BIT pense qu'il est temps pour les pays en développement de rompre « *le cycle mauvaise alimentation/faible productivité/bas salaire* ». (D'après *La Gazette* du 20/09/05)

**Le chef de l'Etat demande l'appui du PAM dans la concrétisation du "school milk" afin de réduire l'analphabétisme.** Ainsi, la visite prochaine de JAMES MORRIS, directeur exécutif du PAM, sera axée sur la conception et la réalisation du projet cantine scolaire initié par le Président. "Nous partageons les préoccupations du Président et sommes intéressés par cette forme de coopération améliorée", a-t-il affirmé. *La sécurité alimentaire préoccupe le Président RAVALOMANANA.* Ce projet de cantine scolaire concernera *plus de 5 millions d'enfants* qui pourront mieux affronter les heures de classe. La situation dans notre pays, à vocation agricole, est alarmante car 6 Malgaches sur 10 souffrent d'une carence alimentaire en quantité et en qualité. *L'insécurité dans ce domaine en outre, touche 59% de la population.* (D'après *L'Express* du 15/09/05)

**Système de santé : baisse de la mortalité infantile et maternelle.** La santé est un des indicateurs principaux de l'indice de développement humain. La situation de Madagascar s'est nettement améliorée même si le système mis en place est loin de couvrir les besoins nationaux. Les taux de mortalité concernant la femme et l'enfant ont baissé de manière significative. En 2005, 94 enfants sur 1000 ne survivent pas à l'âge de 5 ans. Le constat reste alarmant. Toutefois, la situation est en train de s'améliorer puisque ce taux a été de 169/1000. Ce bon résultat a été obtenu grâce aux campagnes de vaccination réussies avec un taux de plus de 90%. La surveillance nutritionnelle des bébés et des jeunes enfants a été pour beaucoup dans la régression de la mortalité infantile. La régression du taux de mortalité maternelle est aussi un signe du développement du système sanitaire à Madagascar. On dénombre tout de même 448 décès sur 100 000 accouchements. La situation va évoluer tout doucement. (D'après *Wanadoo.mg* du 19/09/05)

**Lutte contre la drogue :** le Président de la République a profité de sa visite à Ambanja pour annoncer la prochaine *destruction de la forêt d'Analabe, une concession de cannabis.* La guerre est déclarée. Le président Marc Ravalomanana annonce l'assaut des plantations de "jamala", à la demande de la population : "Ne venez pas vous plaindre après parce que c'est vous qui m'avez demandé d'agir", lui a-t-il lancé. Le chef de l'Etat s'attaque à un problème

que les régimes successifs n'ont pas pu résoudre. L'"industrie de jamala" dans la forêt d'Analabe est plus que florissante. La zone concernée touche près de 500 ha. Les 65 millions de pieds de cannabis ont produit plus de 270 t de "jamala". La balle est désormais dans le camp du ministre de la Défense nationale. La tâche qui l'attend est complexe. Les lieux de plantation se trouvent dans des zones forestières inaccessibles. Un hélicoptère sera mis à la disposition des militaires pendant une semaine pour qu'ils puissent mener efficacement la lutte contre la drogue. *Des mesures d'accompagnement sont nécessaires si l'on veut aboutir à des résultats pérennes. "Il faut concevoir des actions interministérielles si l'on veut réussir".* Sur ce point, le chef de l'Etat a déjà annoncé *"l'intégration des planteurs dans la société"*. (D'après *L'Express et Les Nouvelles du 12/09/05*)

**Médicaments sans scrupules : l'Afrique, cobaye de Big Pharma.** Attirés par la faiblesse des coûts et des contrôles, les laboratoires pharmaceutiques testent leurs produits en Afrique, au mépris de la sécurité des patients. Face à la multiplication des accidents, certains essais ont dû être interrompus. Ces dérives révèlent comment les industriels du médicament *utilisent les populations du Sud pour résoudre les problèmes sanitaires du Nord. [...]* Une appropriation par les Africains de l'essai clinique paraît indispensable à la satisfaction des besoins spécifiques de la santé publique sur le continent. Cet enjeu est d'autant plus important que les tests peuvent aussi concerner la *pharmacopée traditionnelle*, dont l'utilisation est plus économique et mieux acceptée par la population. L'expérimentation clinique pourrait démontrer l'innocuité et l'efficacité de remèdes valorisant ainsi le *patrimoine national*. Une *industrie pharmaceutique locale* pourrait émerger. Des plantes africaines, réputées anti-infectieuses, anti-inflammatoires ou diurétiques pourraient être employées contre les infections, rhumatismes, hypertension ou insuffisance cardiaque et suivre les exemples désormais fameux de la quinine extraite du quinquina, l'aspirine provenant du saule, la réserpine isolée d'un *Rauwolfia* africain et les anticancéreux issus de la pervenche de Madagascar. (D'après le *Monde Diplomatique 06/05*)

**48% des ménages malgaches s'approvisionnent en eau dans les rivières et sources :** l'accès à l'eau potable reste encore un privilège d'une minorité de la population. 75% des Malgaches n'ont pas accès à l'eau potable avec une disparité importante, 90% des ruraux contre 43% des habitants des centres urbains secondaires et 12% des ceux des grands centres urbains. *L'insalubrité de l'eau des rivières a un impact fatal sur la vie de la population rurale*, causant des maladies chroniques (diarrhées, bilharziose, malnutrition). En outre, la plupart des ménages ruraux ne disposent pas de système d'évacuation d'excréments. Les services de collecte d'ordures ménagères, les infrastructures d'hygiène et d'assainissement sont également quasi inexistantes. (D'après *Xinhuanet du 17/09/05*)

---

*Au 3009/2005, 1 euro = 2505 Ariary (cours pondéré)*